



HAL
open science

Le rêve arabe de la Turquie brisé par la crise syrienne

Bayram Balci

► **To cite this version:**

Bayram Balci. Le rêve arabe de la Turquie brisé par la crise syrienne. Les Études du CERI, 2012, 188, pp.3-32. 10.25647/etudesduceri.188 . hal-03473950

HAL Id: hal-03473950

<https://sciencespo.hal.science/hal-03473950>

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

les
études
du **Ceri**

Centre d'Études
et de Recherches
Internationales

**Le rêve arabe de la Turquie
brisé par la crise syrienne**

Bayram Balci



SciencesPo.

CERI
CNRS

Le rêve arabe de la Turquie brisé par la crise syrienne

Résumé

Pour des raisons aussi bien idéologiques que pragmatiques, le gouvernement AKP arrivé au pouvoir en novembre 2002 a progressivement engagé la Turquie dans une ambitieuse politique de rapprochement avec le monde musulman, plus particulièrement arabe. Servi par une économie en plein essor et une politique étrangère volontariste, ce rapprochement était d'autant plus bénéfique pour la Turquie que les « printemps arabes » ont favorisé l'arrivée au pouvoir de formations politiques idéologiquement proches de l'AKP. Il est alors apparu que la Turquie était en train de devenir un modèle pour le nouveau monde arabe. Or l'éclatement de la crise en Syrie, alors même que ce pays avait une place centrale dans la politique arabe d'Ankara, et l'incapacité du gouvernement turc à demeurer neutre dans ce dossier semblent bien être en train de mettre fin au rêve arabe de la Turquie. Son enlisement dans le conflit syrien aggrave ses relations avec nombre de ses voisins et l'oblige à se rapprocher de ses alliés traditionnels occidentaux, dont elle voulait s'éloigner pour être plus autonome sur la scène régionale et internationale.

The Syrian crisis shatters Turkey's Arab dream

Abstract

For ideological and practical reasons the AKP government, in power since November 2002, has engaged in a policy of progressive integration of Turkey into the Muslim, and more particularly, the Arab world. This policy has been facilitated by the country's booming economy and assertive foreign policy. Turkey, whose government embraced a political ideology similar to those, brought to power by the Arab Spring, benefitted greatly from the ideological effects of the Arab Spring. These benefits were enhanced by the fact that the political ideology of those brought to power by the « Arab Spring » was similar to that of the AKP. Turkey appeared to be becoming a model for the Arab world. However, the crisis in Syria, a country central to Turkey's Arab policy, and the inability of the Turkish government to remain neutral has put an end to Turkey's Arab dream. Turkish engagement in the Syrian crisis has caused deterioration in Turkey's relations with a number of its neighbors and forced it to renew ties with its traditional western allies from whom it had hoped to distance itself in order to be an independent regional and international player.

Le rêve arabe de la Turquie brisé par la crise syrienne

Bayram Balci *Ceri-Sciences Po*

Alors même qu'on le croyait immuable, figé dans des régimes autoritaires indétronables, le monde arabe connaît depuis décembre 2010 une série de bouleversements politiques dont les effets continuent aujourd'hui de remodeler les régimes de plusieurs pays du Maghreb et du Machrek. Médiatisées sous l'appellation de « printemps arabes », les révolutions en cours affectent non seulement les institutions politiques des pays concernés mais aussi les diplomaties et les relations internationales dans et au-delà du monde arabe.

Comme tous les pays de la communauté internationale, la Turquie a été extrêmement surprise par l'ampleur et la rapidité de ces événements, et ce d'autant plus que la chute des régimes en Tunisie, en Egypte, en Libye, au Yémen et peut-être en Syrie, où le conflit s'enlise depuis mars 2011, a coïncidé avec la mise en place de sa stratégie de rapprochement avec le monde arabo-musulman. La diplomatie turque mise en œuvre actuellement dans tous les pays du Moyen-Orient s'inscrit dans une ambitieuse politique extérieure dont l'objectif, du moins dans l'esprit de ses initiateurs, est d'amener la Turquie à participer à la gouvernance mondiale en tant que nouvelle puissance régionale. Conceptualisée par Ahmet Davutoğlu, professeur de relations internationales, expert en stratégie et ministre des Affaires étrangères depuis mai 2009, cette politique se distingue par ses principes théoriques inspirés de la pensée géopolitique allemande du XIX^e siècle, caractérisée par son romantisme et ses aspirations à la grandeur. Elle comporte notamment une dimension multisectorielle incontestable, dans la mesure où elle touche à l'économie, à la culture, à la coopération militaire et sécuritaire, au tourisme, à la science et à la technologie. Les idées de Davutoğlu ont une très forte influence sur l'actuel Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, dont il a été le conseiller diplomatique avant de devenir ministre des Affaires étrangères. L'initiative de rapprochement avec le monde arabo-musulman voulue par le gouvernement AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti de la justice et du développement) s'inscrit en rupture avec des décennies de différends entre la Turquie et la plupart de ses voisins, même si les bases en ont été posées par Turgut Özal, lorsqu'il était Premier ministre (1983-1989) puis président de la République de Turquie (1989-1993).

Au moment des « printemps arabes », la Turquie jouissait donc d'une popularité inédite dans une vaste région allant du Maroc aux rives de la Caspienne, où elle était perçue globalement comme un modèle et un moteur de réformes pour le monde arabe et musulman. Dès lors, les révolutions arabes ont représenté pour elle à la fois une opportunité et un défi. La diplomatie de la Turquie dans ces pays s'est en effet bâtie sur les relations de confiance et de coopération qu'elle a établies avec les régimes contestés dont la chute bat en brèche le pragmatisme de l'AKP et met ce dernier en demeure d'élaborer un nouveau volet de sa politique extérieure au Moyen-Orient.

Pour comprendre les implications des « printemps arabes » sur la politique régionale de la Turquie, il convient tout d'abord d'examiner les motivations, tant idéologiques et politiques qu'économiques, qui ont incité le gouvernement turc à instaurer des relations privilégiées avec son proche environnement arabo-musulman. L'analyse de son engagement dans la région permettra de mieux saisir la façon dont la Turquie a fait face à ces révolutions, notamment en Tunisie, en Egypte, en Libye et en Syrie. Nous verrons ensuite que certains bouleversements récents obligent la Turquie à revoir sa politique moyen-orientale. La révolution syrienne est probablement celle qui a le plus d'impact sur la Turquie : elle concerne en effet aussi bien sa politique intérieure – avec la question kurde – que ses relations avec des voisins dont elle ne partage pas forcément la vision des événements en cours. Parce que sa réaction sur ce dossier particulier déterminera sans doute l'ensemble de sa stratégie au Moyen-Orient, le positionnement de la Turquie par rapport au cauchemar syrien occupera une place centrale dans cette étude.

LES GRANDS PROJETS DE L'AKP À LA VEILLE DES « PRINTEMPS ARABES »

En matière de politique étrangère, il est toujours délicat d'identifier le moment et les critères précis qui conduisent ou ont conduit à une rupture. En ce qui concerne les relations de la Turquie avec les pays arabo-musulmans de son environnement régional, il est ainsi bien difficile de dater le tournant qui permettrait de parler d'un « avant » et d'un « après ». Toutefois, même si des initiatives ont été prises avant 2002, l'arrivée au pouvoir de l'AKP peut être considérée à cet égard comme un événement majeur.

Longtemps le monde arabo-musulman a souffert d'une mauvaise image dans les mentalités turques influencées par les élites pro-occidentales que Mustafa Kemal avait placées en 1923 à la tête du nouvel Etat laïque et républicain. Conçue en termes de rupture idéologique, culturelle et symbolique avec le passé ottoman impérial, abusivement associé à l'islam et au monde arabe, la jeune République a délaissé le Moyen-Orient pendant plusieurs décennies. De fait, sa forte identification à l'Occident et à ses valeurs ainsi que son ralliement au camp occidental pour mieux assurer sa défense face à son voisin soviétique durant la guerre froide laissent peu de place à l'aménagement de relations privilégiées avec le monde arabo-musulman. Il a fallu attendre le début des années 1980 et l'arrivée au pouvoir du conservateur Turgut Özal pour que des changements commencent à s'opérer. Tout en privilégiant les relations avec l'Occident, Özal a recommencé à tisser des liens avec le monde musulman. En cela, il occupe une place

essentielle dans l'ouverture historique de la politique étrangère turque vers l'Orient, le monde arabe, le Caucase et l'Asie centrale. C'est également sous son gouvernement que l'économie turque s'est émancipée de la logique dirigiste pour s'engager dans une voie plus libérale. Ce point est fondamental car il est à l'origine du boom économique qui a eu lieu environ dix ans après, et sans lequel l'engagement de la Turquie au Moyen-Orient n'aurait pas été possible.

La décennie 1993-2002 a été moins propice à cette logique d'autonomisation vis-à-vis de ses alliés traditionnels occidentaux. L'instabilité gouvernementale paralysait en grande partie la vie politique intérieure, rendant plus problématique l'émergence d'une politique étrangère ambitieuse par sa volonté d'indépendance. Durant cette période, les gouvernements successifs ont été la plupart du temps des coalitions au sein desquelles prédominait la formation de Necmettin Erbakan, leader emblématique de l'islam politique turc qui, fait historique en Turquie, a été Premier ministre de juin 1996 à juin 1997. Pour Erbakan, l'objectif en politique étrangère était avant tout de créer un marché commun musulman associant la Turquie à la plupart de ses voisins. Présenté comme un horizon alternatif au rêve européen, ce projet n'a jamais vu le jour car il lui manquait deux conditions essentielles : le dynamisme économique qui aurait pu le porter et la stabilité politique susceptible de favoriser son essor dans un contexte engageant. Longtemps attendues, ces conditions ont été enfin réunies en 2002, avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement AKP qui, grâce à ses deux hommes forts, Recep Tayyip Erdoğan et Abdullah Gül, a remodelé toute la politique intérieure et extérieure turque, notamment au Moyen-Orient, dans le sillage des principes et recommandations de Davutoğlu.

La victoire de l'AKP en novembre 2002 a retenti comme un coup de tonnerre. La jeune formation politique, lancée à peine un an auparavant par des cadres rénovateurs de l'ancien parti islamiste Refah Partisi dirigé par Erbakan, avait fait siennes les leçons du passé. Elle savait qu'elle ne devait pas menacer l'ordre laïque et républicain si elle voulait éviter de s'attirer les foudres de l'establishment kémaliste. Priorité a donc été donnée aux réformes politiques, sans référence aucune à une quelconque philosophie islamique. Pourtant, l'AKP se présentait comme l'incarnation d'une certaine Turquie, jusque-là exclue du pouvoir. Sa base électorale était en effet composée en grande partie de la classe moyenne issue de l'Anatolie profonde, pieuse et socialement conservatrice mais économiquement libérale et animée d'un ardent désir de réussite économique. Si elle n'était pas islamiste comme l'avait été la formation politique d'Erbakan dont elle était pourtant issue, la nouvelle équipe au pouvoir s'est donc montrée très respectueuse des traditions turco-islamiques héritées de la période ottomane dont la grandeur était sans cesse rappelée. Les trois personnalités les plus influentes de la nouvelle équipe avaient le même profil très conservateur : Erdoğan était diplômé d'un lycée Imam Hatip, catégorie d'établissements qui forme les imams d'Etat, Gül avait travaillé à la Banque islamique de Jeddah de 1990 à 1993 et Davutoğlu avait enseigné à l'Université islamique de Malaisie. Par leurs parcours et leurs expériences, ces trois figures centrales de l'AKP se trouvaient en terrain de connaissance, voire d'entente avec le Moyen-Orient arabo-musulman.

Pourtant, entre 2002 et 2007, l'action du nouveau gouvernement AKP s'est inscrite dans la continuité de la politique étrangère kémaliste et a continué de favoriser les liens avec l'Europe en vue de l'adhésion à l'Union européenne. Ce tropisme européen a amené le gouvernement à adopter une série de réformes demandées par Bruxelles. En 2004, dans son rapport de progrès annuel d'évaluation, l'UE reconnaissait ainsi que la Turquie « satisfaisait suffisamment aux critères

politiques de Copenhague »¹, affirmation formulée dans la perspective de l'ouverture des négociations d'adhésion. Si les relations entre la Turquie et l'Union se sont ensuite détériorées, des progrès considérables ont été réalisés dès l'arrivée au pouvoir du gouvernement AKP. Le système judiciaire a été modernisé, la peine de mort abolie et des avancées importantes ont été accomplies dans le règlement de la question kurde, même si ces avancées contrastent avec la logique actuelle d'arrestations massives de sympathisants de la cause kurde. L'AKP a également réussi à juguler l'emprise de l'armée dans le fonctionnement des institutions. Autrefois maîtres incontestés du pays, les généraux ont vu leurs prérogatives progressivement réduites tandis que des « comploteurs » de l'armée qui cherchaient à faire tomber le gouvernement, dans le cadre de sombres affaires dites *Ergenekon* ou *Balyoz*², ont été sévèrement punis et de nombreux hauts cadres emprisonnés. Certes, tous ces efforts sont encore insuffisants, mais les progrès incontestables en matière de démocratisation ont permis à l'AKP de renforcer sa position vis-à-vis de l'appareil militaro-sécuritaire et de la bureaucratie kémalistes.

Parallèlement, la libéralisation de l'économie a contribué au succès du parti au pouvoir ainsi qu'au rayonnement de la Turquie sur la scène régionale et internationale. Lancées bien avant l'arrivée de l'AKP, ces réformes ont favorisé l'émergence de puissantes entreprises et centres industriels, communément appelés les « tigres anatoliens ». Ces derniers ont été fondés et sont dirigés par des entrepreneurs conservateurs sans doute plus à l'aise pour échanger avec l'Orient musulman que les élites kémalistes plutôt tournées vers le marché européen. Les progrès de l'économie ont ainsi permis à l'Anatolie de réduire son écart de développement avec l'Ouest du pays, bénéficiaire des premières mesures d'industrialisation des débuts de la République.

Enfin, la stabilité politique du pays a rendu le marché turc plus fiable pour les investisseurs étrangers, notamment ceux des pays du Golfe. Entre 1990 et 2009, le produit intérieur brut a été multiplié par 4, le volume des exportations par 5 et l'économie nationale s'est hissée au 17^e rang mondial, faisant entrer la Turquie dans le club du G20. L'ambition affichée est, encore aujourd'hui, d'améliorer ce score pour qu'en 2023, centenaire de la fondation de la République, le pays compte parmi les dix premières puissances mondiales. L'objectif peut paraître difficile à atteindre mais il est révélateur de l'assurance, voire de l'arrogance, avec laquelle les dirigeants turcs envisagent l'avenir. Quoi qu'il en soit, les « tigres anatoliens » sont bien là, à l'affût de nouveaux marchés et ils se tournent spontanément vers les pays du Moyen-Orient, notamment l'Irak et la Libye, et même au-delà, vers l'Afrique, où la Turquie multiplie ses ambassades et où la compagnie aérienne nationale, Turkish Airlines, inaugure de nouvelles connections régulières.

¹ Voir la déclaration officielle sur le site européen d'information sur les législations européennes http://europa.eu/legislation_summaries/enlargement/2004_and_2007_enlargement/e50017_fr.htm (consulté le 22 novembre 2012). Pour davantage de précisions sur les recommandations faites par l'UE à la Turquie, voir http://europa.eu/legislation_summaries/enlargement/ongoing_enlargement/community_acquis_turkey/e50015_fr.htm (consulté le 22 novembre 2012).

² Les affaires *Balyoz* (masse de forgeron) et *Ergenekon* (nom mythique désignant une région de Sibérie d'où seraient originaires les Turcs) sont deux complots ratés, découverts en 2003 et 2007, impliquant des centaines de militaires mais aussi des civils, qui cherchaient par divers moyens (assassinats, agitation, attentats) à déstabiliser le pays pour rendre légitime une intervention de l'armée et renverser le gouvernement civil islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdoğan. Ces tentatives avortées de coup d'Etat ont donné lieu à des procès historiques dont ceux de septembre 2012 au cours desquels des centaines d'officiers et quelques généraux ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Perçues comme la preuve d'un progrès démocratique par certains et comme des règlements de compte politiques par d'autres, ces procès marquent la fin de la toute-puissance de l'armée, désormais soumise au pouvoir civil.

L'engagement turc au Moyen-Orient a également été le résultat d'un changement de mentalité au sein de l'élite qui élabore la politique extérieure de la Turquie. Dans cette révolution mentale et culturelle, Ahmet Davutoğlu occupe, nous l'avons dit, un rôle déterminant. Dans son livre intitulé *Profondeur stratégique*³ et publié en 2004, il a développé les grandes idées qui devraient permettre à la Turquie de s'affranchir de ses complexes et de se projeter dans l'avenir. La doctrine de Davutoğlu est en général très mal connue et a souvent été assimilée à une politique « islamiste » ou « néo-ottomane », alors qu'elle va bien au-delà de ces seules considérations idéologiques. En fait, cet ouvrage est une réflexion très poussée sur ce que doit être la politique extérieure de la Turquie. En ce qui concerne sa place au Moyen-Orient, Davutoğlu a identifié quatre impératifs : mettre en œuvre le principe du « zéro problèmes avec ses voisins » ; assouplir, plus que ne l'avaient fait les gouvernements précédents, les relations avec les pays arabes ; prendre ses distances vis-à-vis d'Israël ; impliquer davantage la Turquie dans les affaires moyen-orientales.

Ainsi ces réformes politiques et économiques ont-elles permis à la Turquie d'inaugurer une vraie politique d'influence au Moyen-Orient. Au fur et à mesure de leur mise en place, la Turquie a bénéficié d'une aura de plus en plus grande dans tous les pays du Moyen-Orient, comme le confirment les études réalisées avant et après les « printemps arabes » par la prestigieuse fondation TESEV (Türkiye Ekonomik ve Soysyal Etüdler Vakfı)⁴. La croissance de l'économie turque, le recul du discours dépréciatif à l'égard des Arabes, caractéristique des élites kémalistes précédentes, la nouvelle politique de bon voisinage, mais aussi, plus accessoirement, le succès des séries télévisées turques dans tout le Moyen-Orient ont contribué à redorer l'image ternie de la Turquie auprès de toutes les opinions publiques arabo-musulmanes, à l'exception sans doute des islamistes. Ayant désormais bien en main les rênes du pays, renforcés par leur popularité électorale et internationale dans un contexte régional qui leur était favorable, les responsables de l'AKP ont pu rompre avec les traditions kémalistes et mettre en œuvre la politique moyen-orientale qui assurerait à Ankara un rôle de médiateur dans bon nombre de dossiers clés régionaux.

LA POLITIQUE MOYEN-ORIENTALE DE LA TURQUIE : DÉTERMINANTS ET PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES

Selon Davutoğlu, les relations tendues que la Turquie a entretenues avec la plupart de ses voisins depuis sa création dans les années 1920 constituent l'un de ses handicaps majeurs en matière de politique extérieure. La fin de la guerre froide n'a pas mis fin à ces tensions. Or, pour Davutoğlu, la Turquie ne pourra progresser que si elle parvient à se réconcilier avec ses voisins et à se positionner en tant que médiateur dans les conflits régionaux.

³ Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik, Türkiye'nin Uluslararası Konumu* (Profondeur stratégique, la position de la Turquie sur la scène internationale), Istanbul, Küre Yayınları, 2004.

⁴ Fondation de Turquie pour les études économiques et sociales.

« Zéro problème avec ses voisins »

Les efforts de l'AKP ont tout d'abord porté sur l'Arménie : les relations entre Ankara et Erevan se sont améliorées, même si elles demeurent prisonnières des intérêts énergétiques de la Turquie en Azerbaïdjan et de ses bonnes relations avec ce pays. Dans le cadre de ce que l'on appelle la « diplomatie du football » (en référence à la rencontre des équipes de football Turquie-Arménie dans le cadre des qualifications pour le Mondial 2010), les présidents turc et arménien se sont rendu visite et des protocoles prévoyant l'ouverture de la frontière ont été signés par les deux parties. Certes, ces protocoles n'ont toujours pas été soumis aux parlements des deux pays pour ratification et l'ouverture prévue n'a pas encore eu lieu, mais l'amélioration des relations est en bonne voie, principalement grâce au dynamisme du secteur privé qui a, entre autres, mis en place des vols réguliers entre Istanbul et Erevan. L'ouverture de la frontière avec l'Arménie est hautement souhaitée par Bruxelles pour la poursuite des négociations d'adhésion à l'UE. Toutefois, indépendamment du calendrier européen, cette normalisation des relations avec l'Arménie est également recherchée par Ankara, même si la persistance du conflit du Haut Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan (allié de la Turquie) envenime encore des relations toujours difficiles en raison du différend relatif au génocide arménien de 1915.

Une amélioration bien plus nette s'est produite dans les relations avec la Grèce, dont l'histoire avec la Turquie est semée d'embûches en raison du partage des eaux territoriales de la mer Egée et de la question chypriote. Le rapprochement s'est amorcé en 1999 lorsque la Grèce a envoyé ses équipes de secours pour venir en aide à la Turquie dévastée par un tremblement de terre. Il a été renforcé par les initiatives du gouvernement AKP à partir de 2003, et les relations de confiance entre les deux Etats sont devenues telles qu'Athènes ne s'est plus opposée aux négociations entre Ankara et Bruxelles en vue d'une adhésion à l'UE (en l'occurrence, les blocages sont venus de la France et de l'Allemagne, entre autres).

A ce bilan, il convient d'ajouter la performance de la diplomatie turque dans le dossier irakien, notamment après l'invasion américaine. Dès mars 2003, le jeune gouvernement AKP s'est trouvé confronté à un choix difficile. Les Etats-Unis demandaient en effet à leur allié traditionnel dans la région le droit d'utiliser son territoire et les bases américaines qui y sont installées pour entrer en Irak et provoquer la chute de Saddam Hussein. Le Parlement, où l'AKP est largement majoritaire, a refusé. Constatant que ce refus rehaussait le prestige de la Turquie aux yeux des populations de tout le Moyen-Orient, la diplomatie turque a repris confiance en elle et s'est ingérée plus résolument dans les affaires de la région.

Certains de ses positionnements ont d'ailleurs été « révolutionnaires », notamment son rapprochement avec les Kurdes d'Irak, inimaginable quelques années auparavant. Jusque-là, la Turquie ne considérait que sous l'angle sécuritaire la région kurde de ce pays devenue de fait autonome en 1991, lorsque les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne en avaient fait une zone d'exclusion aérienne (*no-fly zone*) pour protéger les populations civiles contre les attaques de Saddam Hussein. Progressivement, cette région autonome est devenue un Etat presque indépendant, doté d'un gouvernement avec lequel l'AKP entretient désormais de bonnes relations : à la logique sécuritaire s'est substituée une coopération économique si poussée que la région apparaît parfois comme une sorte de protectorat turc. Le président du Gouvernement

autonome kurde, Massoud Barzani, a la confiance d'Ankara qui le reçoit avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat. Certes, ce rapprochement entre Ankara et Erbil agace manifestement le gouvernement fédéral de Bagdad, mais, pour la Turquie, le commerce et les bonnes relations avec les Kurdes sont une priorité, car elle mise sur une éventuelle médiation des Kurdes d'Irak dans le conflit qui l'oppose à sa propre minorité kurde, voire, depuis l'éclatement de la crise syrienne, aux Kurdes de Syrie.

La plus significative des réussites de la politique turque de bon voisinage concerne la Syrie. Les relations bilatérales avec ce pays ont connu sous l'AKP une évolution positive spectaculaire, érigée en modèle de ce que peut être une politique volontariste pour deux Etats désireux de résoudre leurs différends. Si ces relations sont devenues beaucoup plus délicates avec le déclenchement et l'enlisement de l'insurrection populaire contre Bachar al-Assad, la place exceptionnelle de la Syrie dans la politique moyen-orientale de la Turquie, avant et après les « printemps arabes », mérite un rapide retour sur l'histoire récente des relations entre Ankara et Damas.

Lorsque s'est achevé le mandat français sur la Syrie, qui a accédé à l'indépendance en 1946, le contentieux entre Ankara et Damas était déjà lourd. Il se cristallisait notamment autour de la province de Hatay, revendiquée par la Syrie mais cédée à la Turquie par l'accord franco-turc de 1939. Pomme de discorde entre les deux Etats, cette question n'a jamais été réglée officiellement, et ce malgré l'amélioration des relations bilatérales après 1998. Par ailleurs, le partage des eaux de l'Euphrate, qui prend sa source en Turquie mais fait vivre l'agriculture syrienne, a toujours constitué un autre point de friction touchant aux intérêts agricoles et économiques vitaux de chacun des deux pays. Enfin, la Turquie a toujours appartenu au bloc occidental, tandis que la Syrie a toujours été plus proche de Moscou. C'est dans ce contexte qu'entre 1984 et 1998 la Syrie a accordé pleinement son soutien au mouvement irrédentiste kurde du PKK, en servant de base arrière à ses combattants et à ses chefs. Or, depuis plusieurs décennies, l'élimination de cet irrédentisme, ou du moins la neutralisation du PKK, demeure le problème politique numéro un des gouvernements turcs successifs. A partir de 1998, l'évolution convergente des mentalités tant au sein du régime turc que du régime syrien, mais aussi les menaces d'intervention de l'armée turque contre les bases du PKK installées en Syrie, ont permis à Ankara et à Damas d'atteindre un degré de confiance, sinon de dialogue, inédit. Cette amélioration des relations diplomatiques a surtout résulté d'un marchandage, la Syrie se désolidarisant du PKK en échange d'une précieuse coopération économique, militaire et surtout politique avec la Turquie visant à désenclaver Damas pour mettre fin à son isolement sur la scène internationale. A partir de 2004, les rencontres politiques sont devenues très régulières et les deux chefs d'Etat ont entretenu des relations personnelles plus que chaleureuses, qui ont abouti à la signature de plusieurs accords. En matière de sécurité, il y avait convergence d'intérêts entre la Turquie et la Syrie où s'est également développée une contestation kurde à partir de 2003, mais le rapprochement s'est fait surtout sur la base de considérations économiques, puisqu'un ambitieux accord a été signé en 2004, dont l'objectif était de créer un marché commun qui, dans l'esprit de ses initiateurs, devait dépasser le cadre des deux Etats. Sur le plan politique, les relations avec Damas ont atteint un tel niveau de confiance qu'Ankara est même parvenue à jouer un rôle de médiateur entre la Syrie et Israël dans le conflit qui les oppose sur le Golan.

Un médiateur pour la résolution des conflits régionaux

Contribuer à résoudre les conflits et les différends entre ses voisins est l'autre tâche à laquelle la diplomatie du gouvernement AKP s'est attachée en priorité. De fait, c'est parce qu'elle est devenue un pays respectable et respecté que la Turquie s'impose désormais comme médiateur, avec des succès, mais aussi parfois des échecs. Premier terrain d'exercice de la médiation turque, l'Irak. Après la chute de Saddam Hussein, la Turquie, pourtant très concernée par l'évolution politique de ce pays, a hésité à assumer son rôle de voisin influent. La totale restructuration de la vie politique irakienne avait donné lieu à une redistribution des pouvoirs entre les communautés kurde, chiite et sunnite, et plus précisément à une polarisation particulièrement violente entre sunnites et chiites, qui a provoqué des centaines de milliers de morts et paralysé le bon fonctionnement des institutions du pays. Respectée en Irak, la Turquie s'est dès lors employée à encourager le dialogue entre factions chiite et sunnite, mais cette médiation, demandée par les Irakiens eux-mêmes, a fini par agacer les chiites, qui avaient le sentiment que la Turquie favorisait les sunnites et les Kurdes et s'immisçait plus qu'on ne le lui demandait dans les affaires irakiennes. La tension entre Ankara et Bagdad est montée d'un cran lorsque le vice-président irakien, Tarek Al-Hachémi, poursuivi par la justice de son pays pour terrorisme, a trouvé refuge en Turquie et que les autorités turques ont refusé son extradition à leurs homologues irakiennes. Elle s'est aggravée avec la crise syrienne et la professionnalisation des rapports entre les Etats au Moyen-Orient qui en découle.

La Turquie a également joué un rôle de médiateur entre le Pakistan et Israël, qui se refusent à toute reconnaissance mutuelle officielle et n'ont aucun dialogue direct. Elle a permis que s'instaure le dialogue entre la Russie et la Géorgie dans le conflit qui les opposait à propos des régions sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie dont l'indépendance était reconnue par la Russie mais contestée par la Géorgie. Enfin, elle a facilité le dialogue interpalestinien, permettant ainsi à l'OLP et au Hamas de maintenir un minimum de dialogue et de contacts. Entre Syriens et Israéliens, la médiation de la Turquie est allée assez loin, puisqu'elle a évoqué la délicate question de la restitution du Golan à la Syrie, en échange de garanties pour la sécurité d'Israël, projet qui a échoué après l'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza. Toutefois, c'est dans les discussions secrètes entre Syriens et Israéliens et dans le dossier nucléaire iranien que la Turquie s'est efforcée de démontrer sa « plus-value » sur la scène régionale et internationale. Dans ce contentieux entre l'Iran et la communauté internationale, la Turquie a proposé avec le Brésil, en guise de compromis, que l'uranium enrichi soit préparé en Turquie puis envoyé en Iran, afin de garantir le caractère civil du programme nucléaire iranien et d'éviter ainsi toute escalade et menace de conflit dans la région. L'offre turco-brésilienne n'est pas parvenue à infléchir les grandes puissances internationales, Chine et Russie comprises, qui ont finalement voté ensemble les premières sanctions contre l'Iran. Elle a toutefois inauguré une nouvelle étape de l'évolution des relations internationales, dans laquelle deux puissances émergentes expriment ouvertement leur désaccord avec l'ordre établi, dicté et monopolisé par les grandes puissances. Cette fronde turco-brésilienne n'est pas sans faire penser, bien que dans une tout autre mesure, à un autre grand moment de contestation de l'ordre mondial, la conférence de Bandung en 1955. Et c'est sans doute en cela qu'elle a contribué au prestige de la

Turquie au Moyen-Orient, où elle est interprétée comme l'expression d'un refus de la suprématie des grandes puissances. Certes, toutes ces actions n'ont pas engendré de résultats substantiels et durables sur le plan international, mais elles ont eu, sur le moment, un effet médiatique fort sur l'électorat de base de l'AKP et sur les « rues arabes », frustrées par l'immobilisme de leurs dirigeants.

Il est arrivé cependant que la Turquie échoue dans ses ambitions de médiation. Pendant le premier mandat d'Erdoğan au moins, elle a surestimé ses capacités réelles et s'est trop souvent appuyée uniquement sur sa relation privilégiée avec Israël. En effet, les visites bilatérales se sont poursuivies ainsi que la coopération militaire qui permettait à l'aviation israélienne de s'entraîner dans l'espace aérien turc. En novembre 2007 le président israélien Shimon Peres a prononcé un discours devant le Parlement turc, privilège historique rarement accordé à un chef d'Etat étranger. En revanche, après le lancement par l'armée israélienne de l'opération « plomb durci » contre les tirs de roquettes de la bande de Gaza, les relations n'ont cessé de se détériorer. Pour le Premier ministre turc, cette opération était inacceptable : alors qu'il était en visite en Turquie quelques jours avant son lancement, Ehud Olmert s'était bien gardé d'en informer son homologue turc. Ce silence délibéré, vécu comme une trahison par Erdoğan, a ruiné pour longtemps la médiation et la coopération avec la Turquie, et ce jusque dans le dossier syrien. La tournure plus hostile à Israël prise depuis par la politique turque est perçue par certains analystes comme une rupture fondamentale dans la politique pro-occidentale de la Turquie. De fait, lors d'une rencontre télévisée au Forum économique de Davos en janvier 2009, Erdoğan, se retrouvant aux côtés de Shimon Peres, a quitté la rencontre avec fracas pour protester contre la politique israélienne dans la région. Enfin, en mai 2010, une flottille turque, largement soutenue par le gouvernement Erdoğan, a été attaquée par l'armée israélienne alors qu'elle tentait d'apporter de l'aide humanitaire à la bande de Gaza soumise au blocus maritime israélien. La rupture des liens avec Israël est alors devenue quasi définitive. La Turquie est toutefois parvenue à utiliser cet échec diplomatique pour consolider son image positive au Moyen-Orient, du moins auprès des opinions publiques arabo-musulmanes qui ont apprécié sa nouvelle position vis-à-vis d'Israël.

Finalement, c'est moins par sa politique de médiation que par ses performances économiques et ses réformes politiques que la nouvelle Turquie de l'AKP est devenue populaire au Moyen-Orient. Cette popularité s'est accrue au moment des « printemps arabes », point de départ d'un nouveau débat sur la validité du modèle turc pour le monde arabe post-révolutionnaire.

Un modèle pour les nouveaux régimes du monde arabe ?

Avant que la Turquie n'émerge comme nouvelle dynamique au Moyen-Orient, le débat relatif à l'exportation du modèle turc était circonscrit aux pays du monde turc qui lui sont culturellement proches. Si Edouard Herriot, plusieurs fois président du Conseil et ardent défenseur de la laïcité, a vanté les mérites de la laïcité turque sous la Troisième République, l'idée d'en faire un modèle exportable dans d'autres sociétés musulmanes aspirant à la démocratie et au libéralisme moderne n'est apparue qu'au début des années 1990, après l'implosion de

l'Union Soviétique et la naissance sur ses cendres de jeunes Etats indépendants, turcophones, musulmans. Craignant que l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan ne se tournent vers des modèles de type saoudien ou iranien, nombre d'observateurs occidentaux et turcs se sont emparé de l'idée du modèle turc, en mettant en avant ses performances économiques et les vertus de sa laïcité, capable de faire rempart à l'islamisme politique, quel qu'il fût. Les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, se sont chargées d'en faire la promotion tout en soutenant les efforts dans ce sens de leur allié turc. Certes, les débats ont été animés et ont donné lieu à une littérature impressionnante, mais la greffe semblait prendre, notamment durant les premières années des indépendances, et la Turquie a pu espérer retrouver ainsi son prestige, voire s'assurer une zone d'influence dans la région. Très vite, les Occidentaux ont été rassurés de constater que les régimes centrasiatiques n'étaient nullement tentés par le modèle islamo-autoritaire iranien ou saoudien, et que leurs populations étaient peu demandeuses d'un nouveau « grand frère ». Pour ces éventuels bénéficiaires de l'importation du modèle turc, l'objectif était en effet de se moderniser et de trouver leur place sur la scène internationale en profitant de l'expérience réussie d'un voisin avec lequel ils partageaient de nombreux traits culturels.

Curieusement, vingt ans après l'implosion de l'Union Soviétique et le semi-échec du modèle turc dans le Caucase et en Asie centrale, la même question se pose pour le monde arabe de l'après-« printemps ». L'idée du modèle turc refait surface, lancée par les mêmes promoteurs qui utilisent les mêmes arguments. Pour les élites libérales du monde arabe, s'inspirer de la Turquie permettra, grâce à un dynamisme économique similaire, d'établir un modèle politique conciliant islam et sécularisme et de mettre en œuvre une politique étrangère volontariste capable d'assurer à leurs pays une certaine respectabilité. Pour les élites conservatrices, l'idée est séduisante pour les mêmes raisons, mais surtout parce qu'elle illustre, à travers l'expérience de l'AKP au pouvoir, la parfaite compatibilité de l'islam avec les valeurs démocratiques. Bien avant que les islamistes n'arrivent au pouvoir en Tunisie et en Egypte, de nombreuses formations islamistes dans le monde arabe avaient fait l'éloge de l'AKP. Le fait qu'elles soient à leur tour arrivées aux commandes donne une nouvelle acuité au modèle turc, souvent confondu avec le modèle AKP tant les islamistes du monde arabe veulent prouver qu'il est possible de concilier leur philosophie religieuse avec l'idée de gouverner un pays. Et si certaines de ces formations prennent leurs distances avec l'AKP, comme en Egypte, celui-ci demeure globalement une source d'inspiration pour beaucoup d'entre elles dans plusieurs pays arabes, y compris ceux qui n'ont pas connu de « printemps », comme le Maroc.

Aux Etats-Unis, le débat sur la promotion du modèle turc dans les pays arabo-musulmans a été lancé bien avant les prémices de tout changement démocratique dans ces pays. Les déclarations de Colin Powell et de George W. Bush en témoignent. Un des objectifs du vaste projet américain de Grand Moyen-Orient était justement de placer l'islam modéré au centre d'une stratégie de démocratisation d'une bonne partie du monde musulman. Née aux Etats Unis, cette idée, qui est arrivée à maturité après l'invasion de l'Irak par l'armée américaine, a coïncidé avec la montée en puissance de l'AKP qui a mis à profit le soutien américain pour en faire un slogan de campagne électorale, alors même qu'il contestait aux Etats-Unis le leadership du Grand Moyen-Orient, contradiction qui est devenue manifeste au milieu des années 2000.

Savoir si la Turquie peut être ou non un modèle pour le monde arabe est un exercice assez complexe. La question qui se pose inmanquablement est : par qui ? pour qui ? et comment ? Dans ce genre de discussion, les débats sont souvent faussés car les protagonistes – le modèle, le bénéficiaire et le promoteur extérieur du modèle – ne poursuivent pas les mêmes intérêts et n'ont pas la même vision du contenu du modèle, comme dans le cas de l'Asie centrale.

Les incontestables réussites économiques de la Turquie – entre autres, sa croissance, la création d'une nouvelle bourgeoisie, conservatrice mais parfaitement adaptée à la mondialisation, la performance de ses entreprises tournées vers l'exportation – sont sans doute ce qui mérite le plus d'être mis en avant par les promoteurs du modèle, qu'ils soient orientaux ou occidentaux, pour soutenir l'idée que ce pays est en mesure d'aider ses voisins arabes à se réformer. Toutefois, comme tout modèle, la méthode turque n'est pas forcément exportable, car elle est l'aboutissement d'un long processus qui a bénéficié de facteurs spécifiques à ce pays. La réussite économique turque s'est appuyée sur des réformes qui se sont échelonnées sur vingt ans et sur des relations privilégiées avec l'Europe dans le cadre des négociations non encore abouties d'adhésion à l'Union. Plus qu'un modèle, le « miracle économique turc » devrait donc être une source de réflexion, et non d'imitation car aucun modèle n'est transposable sans amendement, pour penser les réformes et les stratégies économiques à accomplir.

En revanche, pour le monde arabe, le volet politique et religieux de ce modèle est plus pertinent, que l'on se place du point de vue du chercheur qui veut comprendre ou des décideurs politiques qui veulent concilier idées religieuses et gouvernement d'un pays. Le lent processus intellectuel et politique qui, en Turquie, a permis aux islamistes d'accepter les principes d'un Etat séculier et aux kémalistes d'assouplir quelques-unes de leurs positions intransigeantes peut effectivement devenir un cas d'école. Il ne s'agit pas d'appliquer tel quel à des sociétés arabes distinctes un prêt-à-porter politique conçu en Turquie, mais d'apprendre aux différents protagonistes, dans le contexte des « printemps arabes », à dialoguer et à réfléchir sur leur propre modèle, en prenant en compte la nature des relations entre le religieux et le politique. L'arrivée au pouvoir de l'AKP a écorné la laïcité telle qu'elle avait été mise en place par le réformisme autoritaire de Kemal Atatürk.

Par ailleurs, le modèle politique turc peut fournir aux sociétés arabes libérées des régimes autoritaires où l'armée jouait un rôle crucial une piste de réflexion sur la nature des liens à établir entre pouvoirs civil et militaire. Omniprésente en Turquie, et souvent source d'obstacles dans le processus de démocratisation du pays, l'armée a fini par céder une bonne partie de ses prérogatives. Alors qu'elle exerçait une influence considérable sur l'ensemble de la vie politique du pays, où elle avait orchestré des coups d'Etat tantôt réussis, tantôt ratés, elle se retrouve depuis quelques années et de façon inédite soumise aux autorités politiques civiles. Dans le monde arabe, l'Egypte est le pays par excellence où l'expérience turque des relations entre pouvoirs civil et militaire peut servir à repenser les liens entre armée et pouvoir politique.

Il semble toutefois que le débat sur l'exploitabilité du modèle turc et son usage par le monde arabe passionne moins les formations islamistes amenées au pouvoir par les « printemps arabes » que nos analystes et politiques occidentaux pour lesquels ces formations sont peu à même de respecter les principes démocratiques dans le nouveau Moyen-Orient.

LA TURQUIE FACE AUX CHANGEMENTS DE RÉGIME DANS LE MONDE ARABE

Le gouvernement turc s'est rapidement adapté au changement de régime en Tunisie car ses intérêts tant politiques qu'économiques dans ce pays sous Ben Ali étaient relativement insignifiants. Un mois à peine après la chute du régime, en février 2011, le ministre turc des Affaires étrangères s'est rendu en Tunisie ; en septembre de la même année, c'était au tour du Premier ministre de faire le déplacement avec une importante délégation de ministres et d'hommes d'affaires, pour établir des relations avec les nouvelles autorités. La diplomatie turque a compris qu'avec la montée en puissance des islamistes tunisiens, qui ne cachaient pas leur sympathie pour les accomplissements de l'AKP, il y avait là un rendez-vous à ne pas manquer.

L'Égypte, quant à elle, est entrée dans une phase de transition bien plus longue. La réaction de la Turquie à l'égard de cette révolution a été tout de suite très claire. Alors que la révolte avait démarré le 25 janvier, le Premier ministre turc a demandé dès le 1^{er} février au Président Moubarak d'écouter son peuple, puis, quelques jours plus tard, de quitter le pouvoir. Cette position peut s'expliquer aisément. Économiquement, la Turquie a des intérêts peu importants en Égypte. Aussi étonnant que cela puisse paraître, le vaste marché égyptien n'a jamais trop attiré les investisseurs turcs, sans doute à cause des fortes barrières protectionnistes mises en place par l'Égypte. Politiquement en revanche, il était opportun pour la Turquie de voir tomber le régime de Moubarak. Les deux pays ont à peu près le même poids démographique dans la région et ils aspirent tous deux à un leadership régional. Pour la Turquie, l'affaiblissement de l'Égypte était sans doute de nature à faciliter le leadership turc dans la région. En septembre 2011, le Premier ministre turc a effectué une tournée dans les trois pays qui venaient de changer de régime, la Tunisie, l'Égypte et la Libye. Et c'est au Caire, où il a séjourné le plus longuement, que sa visite et son discours ont eu le plus de retentissement. Séduites par les discours d'Erdoğan qui n'avait cessé d'insister sur la compatibilité entre islam et démocratie, les opinions publiques arabes ont vu en lui le nouveau leader capable de redonner honneur et dignité au monde musulman.

La situation libyenne a été plus délicate à gérer, et ce pour plusieurs raisons. Contrairement à la Tunisie et à l'Égypte, la Libye est un marché économique important pour des centaines d'entreprises turques, notamment dans le secteur de la construction. On estime que les investissements turcs en Libye s'élevaient au moment de la révolution à 25 milliards de dollars, et qu'ils justifiaient la présence sur place d'environ 30 000 expatriés turcs. De plus, au cours des années 1970, les islamistes turcs se sont rapprochés de Kadhafi, tandis que la gauche turque approuvait son discours tiers-mondiste. Enfin, plus embarrassant, le leader libyen avait décerné son « Prix des droits de l'homme » à Erdoğan en novembre 2010, juste avant le déclenchement du « printemps arabe » en Tunisie. Pour la Turquie, la difficulté consistait donc à concilier ses intérêts économiques, ses engagements vis-à-vis de ses alliés occidentaux et ses aspirations au leadership dans le monde arabe. Les bouleversements libyens, et surtout syriens, montrent à quel point la politique étrangère turque s'est appuyée sur les régimes autoritaires forts de la région, et la nécessité qui en découle pour elle de revoir ladite politique dès lors que ces régimes vacillent.

C'est au sujet de la Libye que le Premier ministre turc a exprimé pour la première fois et de façon ouverte un sentiment de méfiance vis-à-vis de l'Occident. Ses premières déclarations ont été ambiguës et témoignaient d'une lecture des relations internationales en termes de « conflit de civilisation ». Erdoğan n'était pas loin de penser que la chute de Kadhafi était le résultat d'un complot des Occidentaux cherchant à s'emparer des richesses pétrolières libyennes. En mars 2011, quand le Conseil de sécurité de l'ONU a examiné un possible recours à la force pour évincer Kadhafi, les réticences de la Turquie ont été manifestes. Et c'est sans conviction qu'elle a participé aux opérations de l'OTAN pour soutenir les rebelles libyens. Ce sont finalement les manifestations hostiles à son égard de Bengazi qui lui ont fait comprendre qu'elle devait changer de camp et soutenir la révolution.

Fin juin 2011, elle a d'ailleurs donné son approbation à l'opération armée visant à destituer le dictateur libyen, et le 3 juillet Davutoğlu a officiellement reconnu le Conseil national de transition (CNT), direction politique de la rébellion, comme étant « le représentant légitime du peuple libyen ». Le mois suivant, il s'est rendu à Bengazi où il a été chaleureusement accueilli par le CNT auquel il a accordé une aide de 300 millions de dollars. En septembre 2011, Erdoğan a mis à profit sa visite dans les trois pays révolutionnaires pour jeter les bases de solides relations avec le nouveau régime. Ainsi, après avoir mal lu la crise libyenne et mal négocié son positionnement initial, la Turquie a réussi à se faire « pardonner ses erreurs ».

La crise syrienne, la plus redoutable et la plus sanglante de toutes les révolutions arabes, constitue une épreuve autrement plus difficile. Alors qu'elle n'est pas achevée et que son issue est encore incertaine au moment où nous écrivons ces lignes (novembre 2012), ses effets se font déjà sentir sur la vie politique intérieure et extérieure de la Turquie.

LA CRISE SYRIENNE SONNE-T-ELLE LE GLAS DE LA POLITIQUE MOYEN-ORIENTALE DE LA TURQUIE ?

Fidèle alliée de la Syrie, la Turquie n'a cependant pas réussi à convaincre le régime de Bachar al-Assad d'engager des réformes pour calmer la révolte populaire. De fait, entre mars et août 2011, elle espérait encore pouvoir éviter la détérioration de ses précieuses relations avec son voisin. La Syrie occupait alors une place centrale dans la nouvelle politique moyen-orientale de la Turquie et aurait dû lui permettre de s'imposer en tant que puissance régionale, voire internationale, si Ankara avait pu mener à terme ses efforts de médiation entre la Syrie et Israël. Elle était également pour l'économie turque la voie d'accès à d'autres pays de la région, notamment l'Égypte, la Jordanie et les États du Golfe. Enfin, Ankara ne voulait surtout pas mettre en péril sa coopération avec Damas en matière de lutte contre le terrorisme du PKK.

Pourtant, malgré tous ses efforts, le gouvernement turc n'est pas parvenu à éviter la rupture, notamment à partir d'août 2011, lorsque Erdoğan a compris qu'il lui était impossible de raisonner son ami et allié, et qu'il n'avait plus d'autre choix que de soutenir l'opposition syrienne. A partir de l'automne 2011, l'engagement turc en vue de faire chuter le régime de Bachar al-Assad est

devenu plus franc ; en juin 2012, une nouvelle étape a été franchie dans la rupture entre les deux pays quand la défense syrienne a abattu un avion de reconnaissance turc qu'elle accusait d'avoir violé son espace aérien ; enfin, le 3 octobre 2012 un obus syrien est tombé en Turquie. La riposte de l'armée turque a été immédiate et la Turquie s'est placée aussitôt en première ligne du front de soutien de l'opposition au régime de Damas. C'est en Turquie que le principal mouvement de cette opposition, le Conseil national syrien (CNS), a vu le jour et a établi son siège avec le soutien d'Ankara. Certes, le CNS n'est pas le seul mouvement d'opposition au régime de Bachar al-Assad, et rien ne prouve qu'il jouera un rôle déterminant dans le destin de la Syrie, mais c'est aujourd'hui l'interlocuteur le plus reconnu par une communauté internationale qui, de fait, le considère comme le représentant légitime du peuple syrien. Par ailleurs, la Turquie est rapidement devenue le principal pays d'accueil des réfugiés qui fuient les affrontements entre les forces rebelles et l'armée loyaliste. En octobre 2012, près de 100 000 civils avaient déjà franchi la frontière pour s'installer dans plusieurs villages de tentes, vers Antakya et Kilis notamment. Enfin, en accueillant sur son sol les principaux chefs de l'Armée syrienne libre, la Turquie a exprimé son engagement en faveur du changement de régime.

Ce positionnement on ne peut plus clair est avant tout la décision du Premier ministre. Dans un premier temps, Erdoğan a cru pouvoir utiliser ses bonnes relations avec Bachar al-Assad pour trouver une issue à la crise, initier un dialogue entre le régime et l'opposition et ériger la Turquie, puissance émergente, en leader régional, capable de prévenir les crises sans intervention occidentale. L'opiniâtreté du dictateur syrien l'a blessé dans son amour-propre, parce qu'elle l'a obligé à renier son allié pour se poser en défenseur du peuple syrien opprimé et réprimé. Le ressentiment personnel du Premier ministre était au demeurant mêlé de considérations politiques et stratégiques. Compte tenu de ce qui s'était passé en Tunisie, en Libye et en Egypte quelques mois auparavant, le gouvernement turc a estimé que l'intransigeance de Bachar al-Assad ne pouvait qu'affaiblir la Syrie et condamner le régime à plus ou moins longue échéance. Dès lors, il était temps pour la Turquie de changer de camp et de préparer l'après-Assad. Cependant, comme beaucoup, Erdoğan s'est trompé et a sous-estimé les capacités de résistance du régime. Cette mauvaise lecture des rapports de force et de la durée de l'affrontement entre régime et opposition a mis la Turquie dans une situation délicate. Chaque jour qui passe accroît les incertitudes et les risques qui pèsent sur le pays. Ankara s'enlise dans des dilemmes qui lui semblent impossibles à résoudre : le prolongement de la crise syrienne exacerbe la question kurde en Turquie, la crise elle-même menace de dégénérer en une guerre confessionnelle qui déborderait en Turquie, l'implication de celle-ci fragilise l'économie de ses régions frontalières, qui étaient tournées vers la Syrie et ses voisins, enfin le soutien à l'opposition syrienne pèse sur les relations d'Ankara avec l'Iran, l'Irak et la Russie.

Aggravation de la question kurde en Turquie

La question kurde, qui est antérieure à la création de la République par Atatürk en 1923, et son évolution dans l'ensemble de la région, en Syrie, en Irak, voire en Iran, sont la principale préoccupation des dirigeants d'Ankara depuis plusieurs années. Depuis l'arrivée au pouvoir

de l'AKP en 2002, des progrès incontestables ont été réalisés, notamment grâce à la politique d'ouverture démocratique (*Demokratik Açılım*), ensemble de réformes qui devaient satisfaire les revendications majeures des Kurdes. Bien qu'insuffisantes, ces réformes ont eu des retombées concrètes : l'enseignement privé du kurde, la création d'une chaîne de télévision et de radio en kurde et la possibilité d'étudier le kurde à l'université. Plus courageuses et audacieuses, des négociations secrètes qui se sont tenues à Oslo tout au long de l'année 2010 entre l'Etat turc et les représentants du PKK ont permis pour la première fois un vrai dialogue entre les deux parties en vue d'une solution politique. Certes, depuis, ces avancées piétinaient quelque peu, mais le déclenchement de la révolte syrienne a fortement ravivé les tensions entre l'Etat turc et les acteurs de la cause kurde, dont la méfiance réciproque risque bien de faire échec à toute tentative de solution diplomatique. L'objectif de cette étude n'étant pas d'analyser en détail les points de blocage de ce dialogue turco-kurde, nous nous concentrerons sur l'impact du conflit syrien sur la question kurde en Turquie.

Les responsables officiels turcs et certains analystes indépendants ont vu dans la reprise des relations entre le PKK et Damas une mesure de rétorsion à la politique pro-rebelles syriens de la Turquie. Il est vrai que parallèlement à l'aggravation de la situation en Syrie, le PKK a multiplié ses attaques contre l'armée turque, les plus spectaculaires ayant été les embuscades de juillet 2011 et juin 2012, et surtout les nombreux affrontements d'août 2012 dans la province de Hakkari, qui ont causé de lourdes pertes à l'armée turque. Pour de nombreux observateurs, ces attaques minutieusement organisées prouvent que le PKK bénéficie à nouveau des faveurs et du soutien de Damas. L'attaque de juillet 2011 aurait même été dirigée par un commandant syrien du PKK, le Dr Bahoz. En fait, l'examen des rapports de force montre que le PKK n'a pas vraiment besoin du soutien de Damas pour mener des actions armées en Turquie où, comme dans le Nord de l'Irak, il dispose de suffisamment de forces. En revanche, le conflit syrien a changé la donne pour le PKK, devenu plus méfiant envers l'Etat turc contre lequel il développe une stratégie régionale qui inclut désormais les Kurdes de Syrie et d'Irak.

Dans l'équation Turquie-Syrie-PKK, il convient d'évoquer les relations entre le régime de Damas et le Parti de l'union démocratique, le PYD, émanation du PKK en Syrie, même si les responsables des deux partis contestent cette filiation, préférant parler de proximité idéologique. Au début de la révolte, l'objectif de Damas était probablement d'utiliser son alliance avec le PYD contre la Turquie mais plus encore contre l'opposition aussi bien kurde qu'arabe en Syrie. En effet, les forces du PYD ont indirectement soutenu le régime syrien en empêchant les autres formations kurdes de rejoindre la contestation. Pour le PKK et sa filiale syrienne, qui évoluent dans un même univers kurde qui ne cesse de se radicaliser depuis quelques années, la stratégie consistait surtout à renforcer leurs positions, pour s'assurer une meilleure représentation des Kurdes en Syrie dans l'éventualité d'une chute du régime. Ainsi le soutien indirect apporté par le PKK à Bachar al-Assad résulte-t-il d'un calcul rationnel à double objectif : d'une part, infléchir la position du gouvernement turc et le contraindre à accorder de nouveaux droits aux Kurdes de Turquie, d'autre part, faire en sorte que les Kurdes bénéficient d'un meilleur statut dans la future Syrie. Ankara n'ignore rien de cette stratégie. Pourtant, c'est très maladroitement qu'elle a tenté d'influencer le Conseil national syrien pour qu'il n'accorde aucune forme d'autonomie aux Kurdes dans la future Syrie, ce qui, inévitablement, a alimenté la méfiance des Kurdes de Turquie quant aux intentions du gouvernement d'Ankara. Les formations kurdes ont boycotté

les réunions du CNS et ont préféré créer leurs propres instances dont l'attitude vis-à-vis du régime syrien est plus ambivalente. On retrouve cette circonspection des Kurdes de Syrie chez les Kurdes de Turquie, surtout depuis les vagues d'arrestation orchestrées par le gouvernement turc dans les milieux militants de la cause kurde, suspectés d'appartenir à la branche urbaine du PKK, les Koma Civakên Kurdistan (KCK, Union des communautés du Kurdistan).

Le pire scénario pour la Turquie serait d'encourager la chute de Bachar al-Assad par son soutien à l'opposition syrienne et, indirectement, de favoriser la création d'une région autonome kurde en Syrie, où seraient garantis des droits politiques et culturels identiques à ceux que réclament les Kurdes de Turquie depuis des décennies.

La perspective d'une région autonome kurde en Syrie n'inquiète pas seulement la Turquie mais aussi toutes les forces d'opposition syriennes qui craignent un éclatement du pays entre Kurdes, sunnites et alaouites. Le CNS s'est employé à rassurer les Kurdes de Syrie en publiant une déclaration spécifique relative au respect de leurs droits par le futur régime. Cependant, les formations kurdes ont préféré se rassembler en deux blocs, le Conseil national kurde (KNS), qui regroupe plusieurs partis, et le PYD, parti unique mais plus puissant que le KNS, parce qu'armé. Il y a bien des chances qu'une région kurde autonome voie le jour en Syrie. A la fin du mois d'août 2012, l'intensification des combats et la faiblesse ou la complicité du régime de Damas ont permis aux militants du PYD de prendre le contrôle de plusieurs localités dans les zones kurdes (Afrin, Derek Kamishli, Kobane et Amoude), qui se sont organisées administrativement et militairement, avec le soutien avoué de la Région autonome du Kurdistan d'Irak. N'en déplaise aux Turcs, il faudra donc compter avec les Kurdes dans la Syrie post-Assad, que celle-ci le veuille ou non. A partir du mois de septembre 2012, la diplomatie turque a fait preuve d'un certain réalisme sur cette question puisque Davutoğlu a précisé que la Turquie reconnaîtrait l'autonomie des Kurdes si celle-ci était constitutionnellement acceptée par un gouvernement syrien légitime.

Cette épineuse question ne doit toutefois pas masquer les autres maux causés par la crise syrienne. La possible confessionnalisation du conflit en Syrie risque de raviver les tensions en Turquie et le gouvernement redoute que les clivages entre pro- et anti-Bachar al-Assad, c'est-à-dire entre chiites et sunnites, ne touchent les populations anatoliennes turques, kurdes, sunnites et aléviés.

La confessionnalisation du conflit syrien

Le clan Assad, qui est à la tête du pouvoir en Syrie depuis une quarantaine d'années, appartient à la minorité religieuse alaouite, une branche du chiisme, qui diffère certes du chiisme majoritaire duodécimain (ja'farite) mais partage avec lui une vénération pour la figure d'Ali. Cette minorité alaouite dispersée se retrouve jusqu'en Turquie, le long de la frontière turco-syrienne, dans la province de Hatay. Il ne faut cependant pas confondre les alaouites de la région de Hatay en Turquie, identiques à ceux de la Syrie, avec la minorité alévie, tout aussi tournée vers le culte d'Ali, mais distincte des alaouites de Syrie et de Hatay. Le culte commun d'Ali ne suffit donc pas à unir les alaouites de Syrie et les aléviés de Turquie et à les

considérer comme un groupe chiite homogène. La confusion est fréquente et masque les divergences et les nombreuses divisions internes à cette branche minoritaire de l'islam. Les alévis de Turquie forment une communauté de foi qui puise en partie ses origines dans les traditions et croyances pré-islamiques (souvent chamanistes ou tengristes) des tribus turques d'Asie centrale, mêlées aux croyances anatoliennes et islamiques. Représentant près de 20 % de la population en Turquie, et désignés sous une appellation générique trompeuse, les alévis constituent en fait une masse disparate, divisée en différents groupes, notamment ethniques. Certains, par exemple, sont de langue et de culture turque ; d'autres sont kurdes. Quant aux alaouites de Turquie, appelés aussi nusayrîs, ce sont effectivement les mêmes que les alaouites de Syrie mais leur poids démographique dans la population turque est très faible (500 000 individus estimés sur une population totale de plus de 70 millions d'habitants).

Les alévis et les nusayrîs de Turquie ont comme les alaouites de Syrie le sentiment d'avoir été persécutés au fil des siècles par les groupes dominants sunnites, ce qui a probablement cristallisé une fidélité et un attachement à toute instance limitant le pouvoir sunnite. De ce fait, en Turquie comme en Syrie, les alévis, les nusayrîs et les alaouites ont traditionnellement apporté leur soutien aux régimes séculiers qui limitaient l'emprise sunnite sur le pays. Mais cela suffit-il à créer un sentiment de communauté unie, dépassant aussi bien les frontières territoriales, linguistiques et ethniques que culturelles ? Au-delà du sentiment d'être maltraités ou du moins mal aimés par les majorités sunnites de leurs pays respectifs, les alaouites de Syrie et les alévis de Turquie se différencient par leurs langues et leurs pratiques religieuses et les deux communautés n'ont que peu d'échanges.

Pourtant, alors que la crise syrienne ne cesse de s'aggraver, menaçant de dériver en guerre confessionnelle entre alaouites et sunnites, et que plane la menace d'une intervention étrangère impliquant éventuellement la Turquie, la question se pose du positionnement des alévis de Turquie. Afficheront-ils leur solidarité avec le régime alaouite de Bachar al-Assad ? La confessionnalisation du conflit en Syrie peut-elle avoir des conséquences sur les relations entre majorité sunnite et minorité alévie en Turquie ? Les 500 000 nusayrîs de la région de Hatay, bien que sous influence turque depuis plusieurs décennies, conservent une certaine sympathie pour leurs coreligionnaires au pouvoir à Damas, mais ils ne s'engagent pas forcément en faveur du régime d'Assad. Depuis le début de la révolte, ils sont restés très discrets et les rares manifestations de solidarité avec le régime de Damas, telles que celles de février et de septembre 2012 dans la ville frontalière d'Antakya, ont attiré peu de monde.

Quant aux alévis de Turquie, qui ne sont pas arabophones, mais turcophones ou kurdophones, leur sentiment de solidarité avec le régime de Damas est encore plus faible. La situation en Syrie les met en effet mal à l'aise parce qu'elle inverse la donne. La communauté alévie de Turquie, longtemps maltraitée par les majorités sunnites, a traditionnellement été à l'avant-garde de tous les combats contre les injustices et les inégalités. Or, aujourd'hui, c'est une minorité apparentée au chiisme, les alaouites, qui opprime la majorité sunnite. Il est dès lors difficile pour les alévis de Turquie de soutenir un régime, même alaouite, qui commet tant d'atrocités. La proximité religieuse des alévis de Turquie avec les alaouites de Syrie est trop faible pour les rapprocher du régime de Bachar al-Assad ou *a contrario* pour les braquer contre la population sunnite majoritaire de Turquie. L'affrontement entre alaouites et sunnites en Syrie a donc peu de chances de déborder en Turquie entre alévis et sunnites, comme cela a été le cas au Liban.

En revanche, on assiste à une politisation de l'affaire syrienne qui divise la classe politique turque. L'AKP ayant rejoint le camp des anti-Bachar al-Assad, notamment l'Arabie Saoudite et le Qatar qui sont sunnites, ses opposants adoptent une rhétorique plus favorable au régime de Damas sans aller cependant jusqu'à le soutenir ouvertement. La position d'Erdoğan, motivée par des considérations tant politiques et humanitaires que personnelles, est présentée par ses rivaux comme le signe d'une solidarité avec les sunnites de Syrie qui combattent le régime alaouite de Bachar al-Assad. Et même s'ils ne croient pas que des considérations religieuses justifient le soutien turc à l'opposition syrienne, les partis kurdes et les formations de l'extrême gauche turque utilisent l'affaire syrienne comme un levier pour attaquer l'ensemble de la politique de l'AKP qui continue pourtant de bénéficier d'un certain soutien populaire. En fait, chacune des formations politiques qui critiquent la position d'Erdoğan face au conflit syrien le fait pour des raisons qui lui sont propres. Pour le Cumhuriyet Halk Partisi (CHP, Parti républicain du peuple), principal parti d'opposition, globalement séculier et kémaliste, le but est de casser la popularité d'Erdoğan. Du côté de l'extrême gauche, le Türkiye Komünist Partisi (TKP, Parti communiste de Turquie), le Türkiye İşçi Partisi (TİP, Parti ouvrier de Turquie), qui défend des thèses proches du national-socialisme, et d'autres formations similaires comme les forces syndicales de gauche semblent tous partager la conviction que ce qui se passe en Syrie relève moins d'un soulèvement populaire contre un régime oppresseur que d'un complot fomenté par les forces capitalistes et impérialistes internationales. Même le très progressiste et populaire groupe de musique *Grup Yorum* a publiquement affiché son soutien au régime syrien, « victime d'un complot impérialiste international ». Quant au camp kurde, dont le Barış ve Demokrasi Partisi (BDP, Parti de la paix et de la démocratie) est la seule formation politique kurde présente au Parlement, il a du mal à faire émerger une position qui soit indépendante. Habituellement très engagé contre les régimes répressifs, il se retrouve contraint de suivre, comme toujours, les consignes du PKK, qui a adopté vis-à-vis du régime syrien une attitude complexe, difficile à décrypter, mais qui, en tout cas, oscille entre soutien et neutralité.

L'engagement officiel de la Turquie dans une intervention internationale armée risquerait donc fort d'envenimer les conflits de politique intérieure. Or, de fait, la Turquie est déjà dans une certaine mesure en guerre contre le régime syrien puisqu'elle abrite une partie de l'Armée syrienne libre sur son territoire et prône ouvertement la chute de Bachar al-Assad dont le départ ne se fera certainement pas sans le recours à la force. Cette situation de quasi-guerre a également un coût économique particulièrement lourd pour certaines régions de Turquie.

Les conséquences économiques de la crise syrienne pour la Turquie

A la suite de sa prise de position officielle contre le régime de Damas en août 2011, la Turquie a adopté fin novembre 2011, en accord avec ses alliés occidentaux et la Ligue arabe, une série de sanctions économiques et financières pour contraindre Bachar al-Assad à négocier avec l'opposition de son pays. Ces sanctions comprenaient notamment le gel des transactions commerciales avec le gouvernement syrien et celui des liens entre les banques centrales turque et syrienne. Ces mesures ont mis fin à d'excellentes relations économiques et financières entre

les deux pays, qui avaient été instaurées à l'époque où les deux Etats étaient liés par un accord stratégique. Ainsi, alors qu'elles étaient passées de 1,424 milliard de dollars en 2009 à 1,845 milliard en 2010, les exportations turques pour la Syrie ont chuté à 1,611 milliard à la fin de l'année 2011. Pour l'année 2012, le ministre turc de l'Economie a évoqué un gel des échanges entre les deux pays. Les secteurs les plus touchés sont les transports, qui occupent une place essentielle dans l'économie de certaines régions frontalières comme Gaziantep, Adana et Hatay, et le tourisme (avant la révolution, plus de 800 000 Syriens venaient en Turquie chaque année), mais la principale difficulté pour l'économie turque est l'impossibilité de faire désormais transiter par la Syrie les marchandises à destination des pays du Golfe et du Machrek.

Certes, l'impact général de la crise syrienne sur l'économie turque n'est pas considérable. La part du commerce avec la Syrie n'occupait pas une place majeure dans le commerce extérieur turc. En 2011, la Turquie a exporté des biens et des marchandises pour une valeur de 137 milliards, dont 1,6 seulement à destination de la Syrie. Toutefois, dans les régions frontalières turques, notamment dans la dynamique région de Gaziantep tournée vers la Syrie et ses voisins, les conséquences sont plus graves. Certaines entreprises commerciales et de transports sont en difficulté et se voient obligées de revoir toute leur organisation pour exporter leurs produits. Parce qu'elle est amenée à durer, cette crise oblige la Turquie à envisager des solutions alternatives pour maintenir ses intérêts économiques et politiques au Moyen-Orient. Cette recherche de solution pose la question des relais et soutiens que peut avoir la Turquie parmi les acteurs du conflit syrien.

Les fragiles relais de la Turquie pour faire face à la crise syrienne

Pour la Turquie, l'enjeu consiste à sortir de la crise syrienne sans trop de dommages, tant sur la scène internationale qu'intérieure. Nous l'avons vu, le prolongement du conflit exacerbe la question kurde, affecte une partie de son économie et entame son leadership régional. Ses efforts ont donc pour objectif d'empêcher l'éclatement de la Syrie et d'endiguer les revendications kurdes, mais il lui est d'autant plus difficile d'influer sur ces dossiers que l'issue de la crise est incertaine et l'orientation du futur régime inconnue. Elle dispose toutefois de quelques outils et relais pour défendre ses intérêts dans la Syrie post-Assad.

Son premier atout est le Conseil national syrien dont elle a favorisé la création sur son sol après plusieurs réunions organisées par le biais de diverses ONG proches de l'AKP. Le gouvernement turc entretient d'excellentes relations avec le CNS et plus encore avec sa composante la plus influente, les Frères musulmans (FM), très sensibles à la rhétorique islamique de l'AKP. Par ailleurs, même faible et inorganisée, la minorité turkmène de Syrie, qui a fait son apparition à la faveur de la révolution, pourrait, aux dires de ses leaders, prêter ses services à la Turquie.

De nombreux analystes prétendent qu'Erdoğan, issu de l'islam politique mais reconverti à un islam conservateur modéré, cherche à installer ses amis des Frères musulmans au pouvoir à Damas. La question est complexe et exige quelques rappels sur les liens entre islamistes turcs et syriens, et sur la place de l'islam politique en Syrie.

La pensée des Frères musulmans a marqué les islamistes de Turquie, notamment dans les années 1970 et 1980. Tout au long de sa carrière politique, le leader historique de l'islam politique turc, Erbakan, a affiché publiquement sa solidarité avec les Frères musulmans égyptiens, jordaniens et syriens, dont il recevait régulièrement les représentants. En revanche, bien qu'il ait été le disciple et proche collaborateur d'Erbakan, l'actuel premier ministre a pris ses distances avec l'islamisme politique dès 2002. Ce démarquage a été plus fort encore vis-à-vis des Frères musulmans syriens. Dès son arrivée au pouvoir, Erdoğan a en effet initié une politique régionale ambitieuse bâtie sur des relations privilégiées avec le régime de Bachar al-Assad qui, dans le prolongement de la politique initiée par son père, poursuivait la répression contre les Frères musulmans et leurs sympathisants, même si certains membres de la mouvance avaient été intégrés socialement par le régime. Si quelques Frères syriens ont trouvé refuge en Turquie et y ont été bien accueillis, à l'instar de l'homme d'affaires Gazwan Al Masri, qui a joué un rôle important dans l'opération « Mavi Marmara » contre le blocus maritime de la bande de Gaza, le gouvernement les a sans cesse contenus pour qu'ils n'entraient pas ses bonnes relations avec la Syrie. De 1998, date de la normalisation des relations turco-syriennes, à la veille de la révolution, les bonnes relations avec Damas passaient, selon Erdoğan, avant la solidarité avec la communauté des Frères musulmans, par ailleurs interdite en Syrie.

Depuis le début de la révolution syrienne, la situation a quelque peu évolué. La création du CNS en Turquie et la force des Frères musulmans en son sein amènent les stratèges de l'AKP à envisager une alliance entre la Turquie et les FM dans la Syrie de demain. Réalité ou fantasme, ce projet provoque en tout cas la réaction des médias turcs les plus hostiles à l'AKP, notamment les ultra-kémalistes et les formations kurdes, et inquiète les forces de l'opposition syrienne la plus séculière ainsi que la minorité chrétienne de Syrie qui ne fait pas confiance aux forces anti-Bachar al-Assad, trop islamistes à ses yeux.

Au demeurant, ces craintes et ces réactions hostiles ne sont pas totalement infondées. On sait que l'AKP cherche à séduire le monde musulman en se présentant comme un modèle de parti politique ayant su concilier islam et démocratie. Dans la Tunisie et l'Égypte des « printemps arabes », l'expérience de l'AKP est souvent désignée comme une voie à suivre ou dont il faut s'inspirer. Certains des leaders FM venus s'installer en Turquie en 2011, tels Ali Sadr ad-Din al-Bayanouni et Mohammad Farouk Tayfour, n'ont de cesse de vanter les mérites du modèle turc et le rôle pionnier de l'AKP dans la conceptualisation d'un modèle musulman de démocratie. Toutefois, s'allier les FM syriens en relais fiables et durables pourrait se révéler plus complexe qu'il n'y paraît pour l'AKP.

La force des FM est souvent surestimée, aussi bien par leurs partisans que par leurs adversaires. Depuis leur interdiction officielle en 1980, ils n'ont jamais vraiment réussi à se reconstituer en Syrie. De l'aveu même de leurs responsables, la confrérie a perdu en grande partie sa base populaire, si bien que la composante islamique de la révolution syrienne n'est pas forcément liée aux FM, mais à des cellules salafistes, entre autres, affiliées au Hizb ul Tahrir et dont les points de vue divergent de ceux des FM.

Certes, les Frères musulmans sont bien organisés à l'étranger et ils sont influents au sein du CNS, mais même dans cette instance ils n'ont pas le monopole des idées islamistes. Certains dissidents religieux, comme Mahmud Osman, installé en Turquie depuis plusieurs décennies,

siègent au CNS sans être affiliés aux FM. Enfin, un autre parti islamiste syrien en exil et basé à Londres, le Hizb al 'Adala wal Bina' (Parti de la justice et de la reconstruction), dont les membres sont plus jeunes et dynamiques, commence à faire de l'ombre aux leaders historiques et grisonnants des FM.

L'idée selon laquelle la future Syrie sera dominée par les islamistes, Frères musulmans en tête, relève sans doute d'une forme de paranoïa de la part des minorités en Syrie et de certains médias turcs, occidentaux et russes, qui craignent une islamisation de toutes les sociétés arabes à la faveur des « printemps arabes ». Il semble que l'on assiste à une sorte de procès d'intention à l'encontre des islamistes syriens dont on sait finalement peu de choses et dont l'arrivée au pouvoir est loin d'être une certitude. Pour le régime, mettre en avant cette menace islamiste est un moyen de s'attirer le soutien des minorités dont il se présente comme le protecteur alors même qu'elles lui servent de bouclier.

La Syrie ne saurait être comparée aux autres pays arabes où les islamistes, traditionnellement forts comme en Tunisie ou en Egypte, sont arrivés au pouvoir avec les « printemps arabes ». Les données démographiques et la composition ethno-confessionnelle de la population syrienne invalident les arguments de ceux que les islamistes inquiètent. A supposer que des élections démocratiques aient lieu demain dans une Syrie pacifiée, les islamistes ne pourraient espérer qu'environ 30 % des voix. Ils ne pourraient compter ni sur le vote chrétien (10 %) ni sur les alaouites (10 %) ni sur les Druzes et les Circassiens (5 %) ni sur les Kurdes (10 %) qui se replieront sur un vote nationaliste ou identitaire. Au sein de la majorité arabe sunnite, un vote massif islamiste ne bouleverserait pas les résultats globaux tant les groupes sont divisés, à l'intérieur du pays comme parmi les expatriés. Cela dit, nous sommes conscients de la fragilité de ces hypothèses et de ces calculs car la fragmentation sanglante rend aléatoire l'idée même d'une « globalité syrienne ». Il semble en tout cas peu probable que le Premier ministre et son équipe misent entièrement sur le facteur Frères musulmans et qu'ils ne soient pas à la recherche d'autres soutiens, au-delà de leurs alliés CNS et FM.

La crise syrienne a vu émerger une petite communauté turkmène, jusque-là peu connue en Syrie. Locutrice d'une langue proche du turkmène parlé en Irak, elle a une conscience identitaire assez faible, mais celle-ci semble toutefois s'être réveillée à la faveur de la révolution. Numériquement peu importante (500 000 individus tout au plus), elle a pourtant fourni à la Syrie des hommes d'Etat comme Shukri al Kuwwatli, qui a été président de 1943 à 1949, puis de 1955 à 1958. Si les Turkmènes ont pleinement leur place dans l'histoire de la Syrie, c'est en tant que Syriens assimilés et arabisés et rarement en tant que minorité ethnique consciente de son appartenance à la famille turque.

Avec la révolution, la communauté s'est pourtant structurée et a créé son propre mouvement, le Suriye Demokratik Türkmen Hareketi (Mouvement démocratique turkmène de Syrie), qui collabore étroitement avec le CNS où elle dispose d'une petite représentation. Son objectif est de mettre à profit ses attaches particulières avec la Turquie pour obtenir la reconnaissance de ses droits culturels et linguistiques dans la future Syrie. Cette communauté pourrait-elle être un relais pour la Turquie, comme l'ont été les Turkmènes d'Irak qui ont eu une collaboration approfondie avec la Turquie ? Il semblerait que non, compte tenu de sa faiblesse numérique et de la fragilité de sa quête identitaire entre turcité oubliée et arabité assumée.

Les relais de la Turquie dans le conflit syrien sont donc fragiles et la tournure que prennent les événements risque fort de la desservir encore plus, d'autant que trois de ses voisins – l'Iran, l'Irak et la Russie – n'ont pas la même perception qu'elle de la révolution syrienne.

QUELLE POLITIQUE DE VOISINAGE POUR LA TURQUIE ?

Crise politique majeure qui aura très probablement des répercussions sur les équilibres régionaux au Moyen-Orient, le conflit syrien oblige la Turquie à repenser ses relations avec plusieurs de ses voisins directs.

Les relations turco-iraniennes

L'Iran, ce voisin si important à plusieurs égards, est en total désaccord avec la Turquie sur les solutions à apporter au conflit syrien. Pour des raisons religieuses, la parenté entre chiisme iranien et doctrine alaouite en Syrie, mais surtout pour des raisons politiques et stratégiques, l'Iran soutient solidement le régime de Bachar al-Assad depuis plusieurs décennies. Même si la classe politique iranienne était divisée au début de la crise sur l'attitude à adopter, les modérés préconisant une position plus attentiste que l'équipe au pouvoir, rapidement, c'est la ligne dure du régime qui a imposé son interprétation. Pour l'Iran, donc, ce qui se passe en Syrie n'est qu'un complot ourdi par les Occidentaux pour faire chuter son principal allié dans la région et l'isoler davantage sur la scène internationale. Dans cette perspective, les Iraniens pensent que la Turquie est le cheval de Troie des Occidentaux dans la région, et qu'elle profite avec ses alliés de l'insurrection en Syrie pour préparer l'avènement à Damas d'un nouveau pouvoir pro-occidental et hostile à l'Iran. De plus, dans ce conflit syrien, la Turquie se retrouve du côté de deux autres puissances régionales habituellement rivales de l'Iran : l'Arabie Saoudite et le Qatar, ce qui exacerbe la dimension confessionnelle entre pays sunnites et chiites.

Cette perception iranienne de l'engagement turc en Syrie contribue donc à la détérioration des relations, déjà fragiles, de la Turquie avec l'Iran. Indépendamment de la rivalité ancienne entre Ottomans et Safavides, les divergences idéologiques entre les deux pays sont importantes depuis la révolution islamique de 1979. L'arrivée au pouvoir de l'AKP en a gommé quelques-unes sans toutefois les faire toutes disparaître. Certes, Erdoğan est apprécié en Iran pour son charisme de leader et de chef d'Etat musulman, mais, paradoxalement, cette aura internationale fait de l'ombre à Téhéran. Depuis quelques années, la figure d'Erdoğan est devenue populaire dans la « rue arabe », et l'AKP était déjà un modèle pour certaines formations politiques arabes bien avant les « printemps ». Certes encore, les relations avec la Turquie ont connu une embellie lors de la médiation turco-brésilienne dans le dossier du programme nucléaire, mais elles se sont détériorées après que la Turquie a accepté de participer au bouclier antimissile de l'OTAN.

La question qui se pose dès lors est de savoir si le conflit syrien entamera les relations turco-iraniennes de façon significative. La tournure des événements et plus précisément la nature du futur régime à Damas seront à cet égard un déterminant puissant. L'Iran n'accueillera pas favorablement un régime allié à la Turquie et aux Occidentaux et cela compliquera d'autant les relations économiques des deux pays. La Turquie dépend en grande partie de l'Iran pour son approvisionnement en gaz et en pétrole, approvisionnement indispensable à l'expansion de son économie. Quant à l'Iran, isolé sur la scène internationale et soumis à des sanctions économiques asphyxiantes, il ne peut se permettre de rompre tout lien avec la Turquie dont il partage certains intérêts notamment sur la question kurde. Si, à l'heure actuelle, la crise syrienne les divise, l'évolution de la situation pourrait les amener à coopérer, en particulier si le nouveau régime octroie l'autonomie à la communauté kurde de Syrie, ce qui inciterait les minorités kurdes de Turquie et d'Iran à exercer une pression sur les gouvernements des deux pays. Enfin, même en ce qui concerne la guerre en Syrie, la Turquie et l'Iran pourraient trouver un terrain d'entente sur certains dossiers. Lorsqu'en août 2012 les rebelles syriens ont arrêté dans leur zone de contrôle 45 Iraniens qu'ils accusaient de collaboration avec le régime de Bachar al-Assad, le ministre iranien des Affaires étrangères a demandé la médiation du gouvernement turc pour la libération de ceux qu'il présentait comme des pèlerins s'apprêtant à visiter des lieux saints chiites.

Les relations turco-russes

Plus que l'Iran, c'est la Russie qui apporte le plus grand soutien politique et militaire au régime de Bachar al-Assad. Les motivations russes dépassent la question syrienne à proprement parler. Certes, Moscou a des intérêts économiques et stratégiques en Syrie, mais dans ce dossier le Kremlin cherche encore une fois à exercer son pouvoir de nuisance pour maintenir son rang de grande puissance sur la scène internationale, notamment face aux Etats-Unis. Intérêts économiques obligent, la position du gouvernement russe sur la question syrienne ne menace pas, *a priori*, ses relativement bonnes relations avec la Turquie. Les entreprises turques sont très actives en Russie, le tourisme russe en Turquie est florissant, et surtout les deux pays dépendent l'un de l'autre dans le domaine gazier. La Turquie a besoin du gaz russe comme elle a besoin du gaz iranien, et la Russie a besoin (comme l'Iran) de ce marché turc.

C'est pour préserver cette relation bilatérale que le Premier ministre turc s'est rendu en visite officielle à Moscou en juillet 2012, au moment où le conflit syrien prenait une tournure plus grave avec l'élimination par l'opposition syrienne de plusieurs figures importantes du régime. L'objectif était de convaincre les dirigeants russes d'envisager une Syrie sans Bachar al-Assad, mais aussi et surtout de réaffirmer les termes d'une coopération économique indispensable pour les deux parties. Preuve, s'il en est, qu'il tient lui aussi à cette relation bilatérale, Vladimir Poutine a effectué une visite de deux jours en Turquie les 14 et 15 octobre 2012. Le conflit syrien devrait donc peu peser sur les relations russo-turques, à condition qu'Ankara maintienne ses efforts diplomatiques en direction de Moscou.

Les relations entre Ankara, Bagdad et Erbil

Avec l'Irak, les rapports sont d'autant plus complexes que le gouvernement turc doit négocier avec Bagdad autant qu'avec Erbil, capitale de la région autonome kurde dans ce pays. Très largement impliquée dans la vie politique intérieure de l'Irak, puisqu'elle a notamment tenté de régler les désaccords entre chiites et sunnites à la tête du pouvoir irakien, la Turquie a vu ses relations se détériorer avec la composante chiite du gouvernement. Le gouvernement turc a même été accusé par le Premier ministre irakien, Nuri al Maliki, d'envenimer volontairement la division entre sunnites et chiïtes, alors que quelques années auparavant c'est Nuri al Maliki lui-même qui lui avait demandé de réconcilier les deux communautés. Par ailleurs, le gouvernement irakien reproche à son homologue turc d'entretenir des relations privilégiées avec le Gouvernement autonome kurde qui n'est qu'une région du Nord de l'Irak, ce qui, à ses yeux, représente une menace à l'intégrité territoriale du pays. Et de fait, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la Turquie, qui réprime sa minorité kurde, a établi, par calcul économique et pragmatisme politique, des relations durables et solides avec les Kurdes d'Irak. Le conflit entre Bagdad et Erbil était antérieur à la crise syrienne. La capitale fédérale et la région autonome s'affrontaient surtout au sujet de l'exploitation et du transit du pétrole des régions kurdes vers l'étranger. Au grand dam du pouvoir central, la Turquie a cherché à s'entendre directement avec les Kurdes pour l'achat et le transit de leur pétrole. L'affaire syrienne n'est venue que compliquer ces relations trilatérales.

C'est sans doute par solidarité chiite que le gouvernement irakien n'a pas pris position contre Bachar al-Assad, dont il est même devenu l'allié. Il reproche à la Turquie de faire preuve de sectarisme en soutenant les sunnites syriens par le biais de ses relations privilégiées avec le CNS. Il est soutenu dans ce sens par son grand allié dans la région, l'Iran. Bien qu'aucune des parties ne souhaite s'engager sur le terrain glissant d'une dérive confessionnelle, la crise syrienne cristallise la ligne de fracture chiïtes/sunnites et aggrave la tension existante entre Ankara et Bagdad tout en renforçant les liens d'Ankara avec Erbil. Au demeurant, la professionnalisation des alliances régionales dépasse largement les relations turco-irano-irakiennes, puisque le Qatar et l'Arabie Saoudite, autre piliers importants de la croisade anti-Assad, se voient eux aussi reprocher d'alimenter la rivalité chiïtes/sunnites dans tout le Moyen-Orient.

Dans ses relations avec l'Irak, il est vital pour le gouvernement d'Ankara d'être en très bons termes avec les autorités du Gouvernement autonome kurde, *a fortiori* depuis le déclenchement du conflit syrien. Les bonnes relations entre Ankara et Erbil sont largement antérieures à la révolution et répondent à des considérations aussi bien économiques que sécuritaires. Toutefois, la crise syrienne renforce cette coopération, ou du moins rend plus précieuse encore l'entente entre Ankara et Erbil. Il est en effet quasiment certain que les Kurdes de Syrie sortiront avantagés, d'une manière ou d'une autre, de ce conflit et de la chute de Bachar al-Assad, aussi longue et douloureuse soit-elle. Dans cette perspective, l'émergence des Kurdes de Syrie comme nouvelle force autonome politique, voire militaire, donnera de la valeur ajoutée aux bonnes relations avec le gouvernement d'Erbil, seule instance politique capable d'influencer un tant soit peu les Kurdes de Syrie, surtout le PYD, bête noire d'Ankara pour ses liens avoués avec le PKK. Grâce à la médiation secrète des Kurdes d'Irak, Ankara espère obtenir des garanties quant

au contrôle éventuel de la question kurde en Syrie. Erbil négocie ainsi le maintien de liens économiques et politiques directs avec la Turquie, ce qui renforce son pouvoir face à Bagdad, qui n'apprécie guère les velléités excessivement autonomistes des Kurdes. Pour Ankara, les Kurdes d'Irak deviennent plus importants que jamais, en qualité d'intermédiaires privilégiés pour d'éventuelles discussions avec les Kurdes de Syrie, et même avec le PKK. Paradoxalement, en traitant d'égal à égal avec le Gouvernement autonome kurde, Ankara renforce l'autonomie de ce quasi-Etat, ce qui ne va pas forcément dans le sens de ses intérêts, à moins qu'elle ne décide justement de changer radicalement de stratégie dans sa politique kurde. Le conflit syrien plonge la Turquie dans un nouveau dilemme kurde et l'oblige à renforcer des relais extérieurs qui pourraient à terme la fragiliser.

CONCLUSION

A la veille des « printemps arabes », la Turquie était déjà bien engagée dans une ère de réformes et de mutations. Ces changements touchaient tous les domaines, les liens sociaux, l'économie, les rapports entre civils et militaires, mais plus encore sa politique étrangère. En se désolidarisant de ses alliés dans la gestion complexe du dossier nucléaire iranien, en rompant clairement ses liens avec Israël et en se rapprochant de certaines mouvances honnies en Occident, notamment du Hamas palestinien ou du régime islamiste soudanais, la Turquie a inquiété, voire indigné ses alliés occidentaux. En Europe et aux Etats-Unis, certains observateurs des relations internationales se sont demandé si elle n'était pas en train de tourner le dos définitivement à l'Occident et de se rapprocher du monde musulman. Cette question a suscité de vifs débats mêlés de reproches réciproques, Européens et Américains se rejetant la responsabilité de cette désaffection turque pour l'Occident. En juin 2010, le secrétaire d'Etat à la Défense Robert Gates a affirmé que la manière dont les Européens avaient berné les Turcs dans leur rêve européen était la principale cause du basculement de la Turquie vers l'Orient et de la perte pour l'Occident d'une précieuse collaboration.

Il s'agit là d'un faux procès, car la Turquie n'a pas choisi l'Orient et abandonné l'Occident, puisqu'elle continue de jouer sur les deux tableaux. En cela, sa politique est comparable à celle que mènent certaines puissances émergentes, par exemple le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud. Forte de son économie, de son pouvoir d'influence et de son image positive dans le monde arabo-musulman, la Turquie a simplement fait le choix d'adopter une attitude plus autonome sur certains grands dossiers comme le nucléaire iranien ou la politique israélienne. Animée par une forme de politique de distanciation des grandes puissances, dans un esprit « gaulliste », elle a très certainement voulu revendiquer son autonomie d'action, s'inspirant ainsi d'une philosophie de non-alignement qui a toujours existé dans le système international.

Les « printemps arabes » l'ont confortée dans ses convictions et ses choix, lui confirmant que sa politique d'autonomisation allait lui assurer un certain rang et une authentique respectabilité sur la scène internationale. Dans les trois premiers pays touchés par la vague des révolutions, l'image de la Turquie après la chute des régimes dictatoriaux est sortie globalement grandie

de ces choix. Puissance musulmane émergente, capable de se positionner sur la scène internationale de manière autonome, jouissant d'une bonne image dans le monde arabe avant et après les révolutions, la Turquie montrait la voie aux nouvelles démocraties arabes, et ce d'autant que les forces émergentes dans ces pays étaient essentiellement les forces islamistes traditionnelles et conservatrices, qui partagent en grande partie les valeurs et les principes de l'AKP. Pour Ankara, la fin de ces régimes autoritaires inaugurerait une nouvelle étape dans ses relations avec les pays arabes et lui ouvrirait la voie pour s'affirmer davantage comme le leader d'un monde musulman retrouvant sa fierté et sa dignité face à un Occident toujours enclin à dicter ses normes à la communauté internationale.

Toutefois, ce rêve de leadership n'a pas survécu au choc de la crise syrienne. En échouant dans ses tentatives de ramener le régime syrien à la raison, la Turquie a montré qu'elle était incapable de jouer le rôle de médiateur auquel elle aspire au Moyen-Orient. Surtout, alors qu'elle aurait préféré agir sans l'intervention des Occidentaux, elle se trouve contrainte de faire appel à eux pour tenter d'éteindre le feu en Syrie. A mesure que la crise s'aggrave, elle doit renforcer sa coopération avec ses alliés traditionnels, l'Europe et les Etats-Unis, contre ses nouveaux partenaires, l'Iran, la Russie ou la Chine, qui soutiennent le régime de Bachar al-Assad. De cette alliance qui l'impliquera dans une intervention en Syrie, sous forme d'envoi d'armes aux rebelles ou de création d'une zone d'exclusion aérienne, la Turquie ne pourra pas s'affranchir de sitôt⁵.

⁵ L'auteur remercie chaleureusement les trois évaluateurs anonymes dont les remarques lui ont permis d'améliorer cette étude.

Références

- Akgün M., Gündoğar S. S., « The Perception of Turkey in the Middle East », *TESEV Foreign Policy Programme*, 2011, http://www.tesev.org.tr/Upload/Publication/8df416b2-6026-4af7-bbc9-ba90954e7b3b/Perception%20of%20Turkey%202011_IIBASIM.pdf
- Akkan F., « Rusya'ya Esedsiz yönetim önerdik, düşünecekler », *HaberRus*, 19 juillet 2012, <http://haberrus.com/politics/2012/07/19/rusyaya-esedsiz-yonetim-onerdik-dusunecekler.html>
- Algan A., « The "14 January Revolution" in Tunisia and Turkish-Tunisian Relations », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 10, n° 4, 2011, pp. 72-78.
- Alhaj A., « Political Islam and the Syrian Revolution », *Al Jazeera Center for Studies*, 10 juin 2012, <http://studies.aljazeera.net/ResourceGallery/media/Documents/2012/6/10/20126109615611734Political%20Islam%20and%20the%20Syrian%20Revolution.pdf>
- Altunışık M. B., Martin L. G., « Making Sense of Turkish Foreign Policy in the Middle East under AKP », *Turkish Studies*, vol.12, n°4, 2011, pp. 569-587.
- Altunışık M. B., Tür Ö., « From Distant Neighbors to Partners? Changing Syrian-Turkish Relations », *Security Dialogue*, vol.37, n°2, juin 2006, pp. 217-236.
- Ataie M., « Iran Supports Assad (but not at any cost) », *Foreign Policy, Middle East*, 9 novembre, 2011.
- Ayhan V., « Türkiye ve Arap Birliği'nin Suriye'ye yaptırım kararları ve olası sonuçları », *International Middle East Peace Research Center*, 2011, http://www.impr.org.tr/wp-content/uploads/2012/07/suriye_yaptirim_raporu_no_9.pdf
- Barkey H. J., « Turkish Foreign Policy and the Middle East », *CERI Strategy Papers*, n°10, Rencontre stratégique du 6 juin 2011.
- BBC News Europe*, « US Defence Secretary Gates blames EU for Turkey "drift" », 9 juin 2010.
- BBC World*, « Israel-Syria Confirm Peace Talks », *BBC News*, 21 mai 2008.
- Bulaç A., « Müslüman Kardeşlerin Türkiye islami üzerindeki etkileri », *Hasan El-Benna ve Müslüman Kardeşler Uluslararası Sempozyumu, Tebligler*, Genç Birikim Yayınevi, Ankara, 2012, pp. 291-300.
- Cafiero G., « Will Syria Cause a Divorce Between Iran and Turkey? », *Foreign Policy in Focus*, 5 juillet 2012.
- Çakırözer U., « Erdoğan'ın isteği Müslüman Kardeşler'i Suriye'de iktidara getirmiş », 29 février 2012, <http://t24.com.tr/haber/erdoganin-istegi-musulman-kardesleri-suriyede-iktidara-getirmekmis/198170>
- Carnegie Endowment for International Peace, « SNC: National Charter: The Kurdish Issue in Syria », Carnegie Middle East Center, <http://carnegie-mec.org/publications/?fa=48436>
- Carré O., Michaud G., *Les Frères musulmans : Egypte et Syrie (1928-1982)*, Paris, Gallimard, 1983.
- Celik M., Pınar K., « Suriye Türkmenleri: Tek dayanağımız Türkiye », *Zaman*, 27 juillet 2012, http://www.zaman.com.tr/newsDetail_getNews-ById.action?haberno=1323760
- Cornell S. E., « What Drives Turkish Foreign Policy? Changes in Turkey », *Middle East Quarterly*, hiver 2012, pp. 13-24.
- Erbey M., « The "Democratic Opening" and the Illusion of Advanced Democracy in Turkey », *Open Democracy*, 23 août 2011.
- Ezer M., « Suriye'deki karışıklık Hatay'ı tarihi bir krize soktu », *Radikal Ekonomi*, 29 juillet 2012, <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&ArticleID=1095598&CategoryID=80>
- Filiu J.-P., *La Révolution arabe : dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Paris, Fayard, 2011.
- Garapon B., « La politique arabe de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la "doctrine Davutoğlu" », *Revue Averroès*, n° 3, printemps-été 2010, pp. 1-10.
- Ghattas K., « Armenia and Turkey Normalize Ties », *BBC News*, 10 octobre 2009.
- Groc G., « Une nouvelle diplomatie turque. Présentation critique de la doctrine Davutoğlu à partir de son livre, *Profondeur stratégique*, et de quelques autres textes », *IRIS Policy paper*, 8 décembre 2011.
- Gürgen M., Çağlar M., Dara Z., « Yine Bahoz yine Dağlıca », *Habertürk*, 20 juin 2012, <http://www.haberturk.com/gundem/haber/752237-yine-bahoz-yine-daglica>

Hafezi P., « Turkey, Brazil Seal Deal on Iran Nuclear Fuel Swap », *Reuters*, 16 mai 2010.

Halm H., *The Shi'ites: A Short History*, Vienne, Markus Wiener Pub., 2007.

Hamsici M., « Suriye'nin kuzeyinde iktidar Kürtler'e geçiyor », *BBC Türkçe*, 24 juillet 2012, http://www.bbc.co.uk/turkce/haberler/2012/07/120724_pydin-interview.shtml

Hannah J., « Turkey, Kurdistan and the Future of Iraq: Time for Washington to Tune Back in », *Foreign Policy*, 31 mai 2012.

Hess J., « The AKP's "New Kurdish Strategy" Is Nothing of the Sort », An Interview with Selahattin Demirtaş, *Middle East Research and Information Project*, 2 mai 2012.

Hürriyet Daily News, « Turkish PM Erdoğan urges Mubarak to heed Egyptian outcry », 2 janvier 2011, <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=turkey-calls-on-mubarak-to-heed-calls-for-change-2011-02-01>

International Crisis Group, « Turkey: Ending the PKK Insurgency », *Europe Report*, n° 213, 20 septembre 2011.

International Crisis Group, « Turkey: The PKK and a Kurdish Settlement », *Europe Report* n° 219, 11 septembre 2012.

ITN Source, « Turkey: Hundreds of People in Border Town of Antakya Demonstrate in Support of Syrian President Bashar el-Assad », 20 février 2012.

Jenkins G. H., « The Latest KCK Arrests: One Step Closer to Breaking Point », Central Asia-Caucasus Institute, *Turkey Analyst*, vol. 4, n° 21, 7 novembre 2011.

Kabalan M., « Grand Sectarian War Threatens the Middle East », *Gulf News*, 6 juillet 2012.

Karakaya L., « Turkey Played its Hand Well in the Energy Game », *TEPAV*, décembre 2011, http://www.tepav.org.tr/upload/files/1330691043-7.Turkey_Played_its_Hand_Well_in_the_Energy_Game.pdf

Kenar C., « Orta Dünya'Dan Haberler. Esed Rejimi, Nusayrılık ve Suriye... », *Taraf*, 9 juillet 2012, <http://www.taraf.com.tr/ceren-kenar/makale-esed-rejimi-nusayrilik-ve-suriye.htm>

Khoshnaw H., « Secret Talks Reported between Turkey and Imprisoned PKK Leader », *Rûdaw*, 11 juillet 2012, <http://www.rudaw.net/english/news/turkey/4942.html>

Kirişçi K., « Turkey's "Demonstrative Effect" and the Transformation of the Middle East », *Insight Turkey*, vol. 13, n° 2, 2011, pp. 33-55.

Krämer M., « Syria's Alawis and Shi'ism », <http://www.geocities.com/martinkramerorg/Alawis.htm>

Marcou J., « Turquie : verdict sévère dans l'affaire Balyoz », *Turquie européenne*, 3 octobre 2012.

Merley S. G., « Turkey, the Global Muslim Brotherhood, and the Gaza Flotilla », *Jerusalem Center for Public Affairs*, 2011.

Minassian G., « La Turquie et la porte du Caucase du Sud », *affaires-stratégiques.info*, 29 avril 2009.

Moubayed S., « No Room for Political Islam in Syria », *Asia Times*, 10 mai 2005, http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/GE10Ak01.html

ODATV, « Suriye'ye karşı Emperyalist Müdahale Vatana İhanettir », 25 juin 2012, <http://www.odatv.com/n.php?n=suriyeye-karsi-emperyalist-mudahale-vatana-ihanettir-2506121200>

Orhan O., « Suriye Türkiye'ye Karşı PKK Kozunu Oynuyor (mu?) », *ORSAM*, 14, février 2012, <http://www.orsam.org.tr/tr/yazigoster.aspx?ID=3208>

Ortadoğu Stratejik Araştırmalar Merkezi (ORSAM), « Suriye'de değişimin ortaya çıkardığı toplum: Suriye Türkmenleri », novembre 2011, http://www.orsam.org.tr/tr/trUploads/Yazilar/Dosyalar/2011127_orsam_reportt_83_tr.pdf

Ottens N., « Diplomatic Crisis Between Iraq, Turkey Deepening », *Atlantic Sentinel*, 29 avril 2012.

Özerten H. S., « Erdogan's Visit to Moscow: Syria on the Top of the Agenda », *USAK*, 24 juillet 2012, <http://www.usak.org.tr/EN/makale.asp?id=2738>

Parmaksızoğlu K., « Grup Yorum: "Suriye'deki Yönetimi destekliyoruz" », *Habertürk*, 21/07/2012, <http://www.haberturk.com/kultur-sanat/haber/760702-grup-yorum-suriyedeki-yonetimi-destekliyoruz>

Perekli F., « AK Party Model for Islamists », *Insight Turkey*, juillet 2012.

Perekli F., « The Applicability of the "Turkish Model" to Morocco: The Case of the Parti de la justice et du développement (PJD) », *Insight Turkey*, vol. 14, n° 3, 2012.

Pierret T., *Baas et islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011.

Pipes D., « Erdoğan and the “Al-Gaddafi Prize” », *Daniel Pipes Middle East Forum*, 28 février 2011.

Radikal, « Iran Dışisleri Bakanı Türkiye’den yardım istedi », 7 août 2012, <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&ArticleID=1096524&CategoryID=77>

Radio France internationale, « Rupture des relations entre Ankara et Tripoli », *RFI*, 3 juillet 2011.

Reuters, « Iran Warns over NATO’s Anti-missile Radar in Turkey », 6 septembre 2011.

Salem P., « Turkey’s Image in the Arab World », *TESEV Foreign Policy Programme*, 2011.

Schmid D., Sémo M., « Un “modèle turc” pour les révoltes arabes ? », *Politique internationale*, n° 131, printemps 2011, pp. 131-147.

Sidki B., « The Kurds and the Syrian Revolution », *Henrich Böll Stiftung Middle East*, mars 2012, http://www.lb.boell.org/downloads/Bakr_Sidqi-The_Kurds_and_the_Syrian_Revolution.pdf

Sitzenstuhl C., *La diplomatie turque au Moyen-Orient : héritages et ambitions du gouvernement de l’AKP 2002-2010*, Paris, L’Harmattan, 2012.

Timetürk, « Suriye sınır kapıları mühürlendi, dış ticaret çöktü », 25 juin 2012, <http://www.timetürk.com.tr/2012/07/25/suriye-sinir-kapilari-muhurlendi-dis-ticaret-coktu.html>

Today’s Zaman, « Davutoğlu says Turkey not against Kurdish autonomy in post-Assad Syria », 9 août 2012.

Tol G., « Turkey Cozies Up to the KRG », *The National Interest*, 29 mai 2012.

Trading Economics (données sur le commerce extérieur turc, notamment avec le Moyen-Orient), <http://www.tradingeconomics.com/turkey/indicators>

Trenin D., « Syria: A Russian Perspective », Carnegie Endowment for International Peace, 28 juin 2012.

Tuğal C., *Passive Revolution: Absorbing the Islamic Challenge to Capitalism*, Stanford, Stanford University Press, 2009.

Vatanka A., « Syria Drives a Wedge Between Turkey and Iran », *Middle East Institute* 16 mai 2012, <http://www.mei.edu/content/syria-drives-wedge-between-turkey-and-iran>

Vicky A., « La Turquie à l’assaut de l’Afrique », *Le Monde diplomatique*, mai 2011.

White P. J., Jongerden J. (eds), *Turkey’s Alevi Enigma: A Comprehensive Overview*. Leyde, Brill, 2003.

Wilgenburg W. van, « Kurdish Interference in Syrian Kurdistan », *Rûdaw*, 16 août 2012, <http://www.rudaw.net/english/science/columnists/5098.html>

Yavuz H., « Turkish-Israeli Relations Through the Lens of the Turkish Identity Debate », *Journal of Palestine Studies*, vol. 27, n° 1, automne 1997, pp. 22-37.

Yeler A., « Aleviler Suriye’nin Neresinde? Arap Baharında Mezhep faktörü », *Türk Asya Stratejik Araştırmalar Merkezi*, http://www.tasam.org/tr-TR/Icerik/4491/aleviler_suriyenin_neresinde

Yeler A., « Shi’ism in Turkey: A Comparison of the Alevites and the Ja’faris », *Journal of Shi’a Islamic Studies*, vol. 3, n° 3, 2010.

Yezdani I., « Muslim Brotherhood Debates Turkey Model », *Hürriyet Daily News*, 14 septembre 2012, <http://www.hurriyetaidailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=muslim-brotherhood-debates-turkey-model-2011-09-14>

Entretiens

Ayhan Veysel, chercheur à l’Ortadoğu Stratejik Araştırmalar Merkezi (ORSAM), Ankara, octobre 2011.

Balci Kerim, éditeur de la *Turkish Review*.

Barkey Henri J., professeur de relations internationales à Lehigh University, Washington, DC, octobre 2012.

Betra Abdurrahman, vice-président du Mouvement démocratique turkmène de Syrie, Istanbul, juin 2012.

Dilek Kaan, chercheur à l’International Middle East Peace Research Center, Ankara, octobre 2011 et juin 2012.

Mahli Youssef, membre du Mouvement démocratique turkmène de Syrie, Istanbul, juin 2012.

Mısırlı Gazi, homme d’affaires syrien installé en Turquie, ancien membre du CNS, Istanbul, juin 2012.

Orhan Oytun, chercheur à l’ORSAM, Ankara, octobre 2011 et juin 2012.

Osman Mahmut, membre du CNS, Istanbul, 2012.

Sinkaya Bayram, chargé de recherche à l’Université technique du Moyen-Orient, Ankara, octobre 2011 et juin 2012.

Tayfour Mohammad Farouk, contrôleur général adjoint des Frères musulmans de Syrie, et membre du Conseil national syrien (CNS), Istanbul, juin 2012.

Yayman Hüseyin, chercheur à la Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı (SETA), Ankara, octobre 2011.

Ziyadeh Redwan, membre du CNS, Washington, DC, avril 2012.

Principaux centres de recherche, think tanks et médias consultés

Al Monitor, journal électronique, <http://www.al-monitor.com/pulse/home.html>

Carnegie Middle East Center, <http://carnegie-mec.org/?lang=en>

Fırat, agence de presse proche du PKK, <http://www.firatnews.com>

Mezopotamian Development Society, <http://www.mesop.de>

Middle East Institute, Turkish Program, <http://www.mei.edu/region/turkey>

ORSAM : Ortadoğu Stratejik Araştırmalar Merkezi (Center for Middle Eastern Strategic Studies), <http://www.orsam.org.tr/tr/anasayfa.aspx>

Radikal, quotidien turc libéral, <http://www.radikal.com.tr>

Rûdaw Newspaper, <http://www.rudaw.net>

SETA : Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı (Foundation for Political, Economic and Social Research), <http://www.setav.org/Default.aspx?Dil=tr>

TEPAV : Türkiye Ekonomi Politikaları Araştırma Vakfı, <http://www.tepav.org.tr/tr>

The Washington Institute for Near East Policy, <http://www.washingtoninstitute.org/>

Yeni Şafak, quotidien turc proche du gouvernement AKP, <http://yenisafak.com.tr/>

Zaman, quotidien turc conservateur, <http://www.zaman.com.tr>